

SANPAOLO BANK S.A.

Rapport annuel
Annual report **2007**

Table des matières

Contents

	Pages
Données sociétaires	4
Rapport de gestion	8
Rapport du Réviseur d'entreprises	13
Comptes annuels	
– Bilan	15
– Hors-bilan	17
– Compte de profits et pertes	18
– Annexe	19
Management Report	49
Financial statements	
– Balance sheet	54
– Off-balance sheet	55
– Profit and loss account	56
Independent Auditor's Report	57

Siège Social	12, avenue de la Liberté L-1930 LUXEMBOURG
Boîte Postale	2062 – L-1020 LUXEMBOURG
Téléphone	Général 40 37 601
Téléfax	Général 40 37 60-350
Swift Code	SPLBLULL
Dealing System Code	SPLU
E-mail	sanpaolo@sanpaolo.lu
R.C. N° Luxembourg	B 18498

Capital et dénomination sociale

La SANPAOLO BANK S.A. a été constituée le 10 juillet 1981 sous la dénomination de SANPAOLO-LARIANO BANK S.A. avec un capital social initial de Flux 350.000.000,- divisé en 350.000 actions d'une valeur nominale de Flux 1.000,- chacune, entièrement souscrites et libérées.

Le 25.10.1984, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, le capital social a été augmenté de Flux 350.000.000,- en vue de le porter à Flux 700.000.000,- par la création de 350.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de Flux 1.000,- chacune.

Le 05.01.1987, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, le capital social de Flux 700.000.000,- a été converti en 16.000.000,- d'ECU, représenté par 160.000 actions de 100,- ECU chacune, entièrement libérées.

Le 01.07.1987, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, le capital social a été augmenté de 9.000.000,- d'ECU en vue de le porter à 25.000.000,- d'ECU par la création de 90.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de ECU 100,- chacune, libérées à concurrence de 4/9 de leur valeur nominale à cette date, de 4/9 en date du 08.02.1988 et du neuvième restant en date du 06.01.1989.

Le 20.07.1989, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, le capital social a été augmenté de ECU 10.000.000,- en vue de le porter à ECU 35.000.000,- par la création de 100.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de ECU 100,- chacune, libérées à concurrence de 5/10 de leur valeur nominale à cette même date et à concurrence de 5/10 en date du 24.11.1989.

Le 28.03.1995, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, la dénomination sociale a été modifiée en SANPAOLO BANK S.A.

Le 05.01.2000, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, le capital social a été augmenté de EUR 35.000.000 en vue de le porter à EUR 70.000.000 par la création de 350.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100 chacune, donnant les mêmes droits et avantages que les actions anciennes, à souscrire au pair et à libérer entièrement par un versement en numéraire par un ancien actionnaire.

Le 14.01.2003, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, le capital social a été augmenté de EUR 70.000.000 en vue de le porter à EUR 140.000.000 par la création de 700.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100 chacune, donnant les mêmes droits et avantages que les actions anciennes, à souscrire au pair et à libérer entièrement par un versement en numéraire par un nouvel actionnaire.

Le 1^{er} septembre 2004, suite à la fusion par absorption de IMI Bank (Lux) S.A. l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé l'augmentation du capital social de EUR 28.558.600 en vue de le porter à EUR 168.558.600 par l'émission de 285.586 (deux cent quatre-vingt-cinq mille cinq cent quatre-vingt-six) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100 chacune.

A la même date, une deuxième Assemblée Générale Extraordinaire a décidé la suppression de la valeur nominale des 1.685.586 actions représentatives du capital social et la réduction de capital à concurrence de EUR 28.558.600 afin de ramener le capital social de EUR 168.558.600 à EUR 140.000.000 sans annulation d'actions mais par la seule réduction du pair comptable des 1.685.586 actions jusqu'à due concurrence.

Actionnariat

L'actionnariat de la Sanpaolo Bank S.A. se compose comme suit :

INTESA SANPAOLO S.p.A., Turin	99,99 %
IMI INVESTMENTS S.A., Luxembourg	0,01 %

Conseil d'administration

M. Dorian DEMI
Président
démissionnaire au 1^{er} janvier 2008

M. Giuseppe LA SORDA
Administrateur-Délégué

M. Paolo FIGNAGNANI
Administrateur

M. Mauro ROSSI
Administrateur

M. Alex SCHMITT
Administrateur

M. Gianfranco UGO
Président
du 29 janvier 2008 au 25 mars 2008

Cadre Dirigeant
Intesa Sanpaolo S.p.A., Turin
demeurant à Turin

Cadre Dirigeant
Intesa Sanpaolo S.p.A., Turin
demeurant à Luxembourg

Consultant
Demeurant à Bologne

Cadre Dirigeant
Intesa Sanpaolo S.p.A., Turin
demeurant à Turin

Avocat à la Cour
Cabinet Bonn Schmitt Steichen
demeurant à Luxembourg

Cadre Dirigeant
Intesa Sanpaolo S.p.A., Turin
demeurant à Turin

Direction

Stéphane BOSI
démissionnaire au 31 juillet 2007

Giovanni MANCUSO

Directeur Général

Directeur Général

Réviseur d'entreprises

Ernst & Young S.A.

Réviseur d'Entreprises

Conseil d'administration 2008-2011

M. Stefano STANGONI
Président

Cadre Dirigeant
Intesa Sanpaolo S.p.A., Turin
demeurant à Milan

M. Massimo DEL VECCHIO
Administrateur-Délégué

Cadre Dirigeant
Intesa Sanpaolo S.p.A., Turin
demeurant à Luxembourg

M. Giuseppe CUCCURESE
Administrateur

Cadre Dirigeant
Intesa Sanpaolo S.p.A., Turin
demeurant à Turin

M. Paolo FIGNAGNANI
Administrateur

Consultant
demeurant à Bologne

M. Andrea MORA
Administrateur

Professeur, avocat
Studio Legale Mora,
demeurant à Parme

M. Alex SCHMITT
Administrateur

Avocat à la Cour
Cabinet Bonn Schmitt Steichen
demeurant à Luxembourg

Rapport de gestion

Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux prescriptions légales et statutaires, comme chaque année à la même époque, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire pour vous faire rapport sur la gestion de votre société.

En 2007, la croissance mondiale est restée vigoureuse au premier semestre, bien que les turbulences sur les marchés financiers liées principalement aux sub-primes, ces fameux prêts immobiliers accordés aux USA à des foyers qui se sont avérés insolubles, et les hausses successives des cours du pétrole aient assombri les perspectives au deuxième semestre. Si les prévisions pour 2007 n'ont guère été affectées, les projections de référence pour la croissance mondiale en 2008 ont été révisées à la baisse de près de $\frac{3}{4}$ de point par rapport à la mise à jour des perspectives de l'économie mondiale en juillet 2007.

Dans cette conjoncture, les prévisions de croissance mondiale s'établissent à 4,1 % pour 2008, en retrait par rapport aux 4,9 % de 2007. Les projections pour les pays développés (Etats-Unis, Japon et Zone Euro) ont été sensiblement revues à la baisse. En particulier aux États-Unis, principalement en raison de la crise sub-prime, elles ont été ramenées d'un taux annuel de 2,2 % en 2007 à 1,5 % pour 2008. Ainsi les projections en glissement annuel au quatrième trimestre donnent-elles une meilleure idée du ralentissement de la croissance. Sur cette base, le taux de croissance est prévu à 0,8 % pour 2008, après avoir été de 2,6 % en 2007 ; tandis que pour la Zone Euro, la croissance a été ramenée à 1,3 % au quatrième trimestre, également en glissement annuel, contre 2,3 % en 2007.

Les économies émergentes, comme la Chine, l'Inde et la Russie, sont devenues « une source de stabilité dans l'économie globale ».

Dans ces pays émergents et en développement, la croissance devrait également fléchir, en passant de 7,8 % (sur une base annuelle) en 2007 à 6,9 % pour 2008. En Chine, elle devrait reculer de 11,4 à 10 %, et contribuer ainsi à dissiper les craintes de surchauffe.

Dans l'immédiat, les pouvoirs publics ont donc pour tâche de rétablir des conditions plus normales sur les marchés financiers et de préserver l'expansion. Les autres facteurs qui pèsent sur les perspectives sont le risque de tensions inflationnistes, la volatilité des marchés pétroliers et l'effet des entrées massives de devises sur les pays émergents. Par ailleurs, des problèmes à plus long terme tels que le vieillissement de la population, la résistance croissante à la mondialisation et le réchauffement planétaire sont une source de préoccupation. La récession est à moyen terme « le risque majeur ».

Dans la Zone Euro, la croissance est restée élevée l'an dernier, dépassant celle des Etats-Unis pour la première fois depuis 2001, mais elle a connu un net coup de frein au dernier trimestre, un signe annonciateur des difficultés attendues en 2008.

Le Produit intérieur brut (PIB) s'est accru de 2,7 % l'an dernier, soit un léger ralentissement après le 2,8 % de 2006, selon une première estimation publiée par l'office statistique européen Eurostat.

Cette performance est une bonne surprise, alors que les principales organisations internationales prévoient une croissance légèrement inférieure, de 2,6 %. Toutefois, l'activité a nettement ralenti au quatrième trimestre 2007.

La croissance a été soutenue par de bonnes performances aux Pays-Bas (+1,2 %), et la bonne résistance de l'Espagne (+0,8 %), mais le ralentissement a été marqué en Allemagne et en France, les deux plus grandes économies de la Zone Euro.

Le coup de frein de la fin de l'année 2007 ouvre une période plus délicate pour la Zone Euro, sous l'effet du ralentissement de l'économie américaine, de la crise financière mondiale, de l'Euro fort et du pétrole cher.

Tous ces facteurs affecteront la croissance en 2008. La BCE a de son côté réitéré ses inquiétudes pour l'économie de la Zone Euro, ouvrant la voie à une possible baisse des taux directeurs, si nécessaire.

Alors que la crise des sub-primes a provoqué, depuis le mois de juillet 2007, de grandes difficultés chez plusieurs banques prêteuses américaines et alors que de grands groupes bancaires au niveau mondial reconnaissent avoir subi de très importantes pertes dans les crédits hypothécaires à risque, la situation du secteur bancaire au Luxembourg est restée stable.

En effet, les banques de la place financière luxembourgeoise n'étant que peu engagées dans l'activité « investment banking », les revenus tirés des principales activités exercées sur la place financière, c'est-à-dire le « private banking » et l'activité OPC, ne sont pas directement affectés par les tensions sub-prime.

Le nombre de banques inscrites sur la liste officielle au 31 décembre 2007 est resté inchangé à 156 unités. La somme des bilans des banques établies au Luxembourg s'est élevée à € 915 milliards au 31 décembre 2007, soit une hausse 8,3 % de € 76 milliards par rapport à € 840 milliards au 31 décembre 2006.

En termes d'emploi, le nombre de personnes employées auprès des établissements de crédit luxembourgeois s'élève à 26.140 au 31 décembre 2007, ce qui représente une hausse de 5,6 % sur un an.

Bénéficiant de la hausse des principaux marchés boursiers, surtout pendant le premier semestre 2007, ainsi que de l'afflux régulier de nouveaux capitaux, le patrimoine global net des organismes de placement collectif a continué sa croissance et dépassé la barre des 2.000 milliards d'Euros. Avec un investissement net en capital avoisinant les 200 milliards d'Euros sur une année, l'industrie des fonds luxembourgeois affirme son rôle dominant au niveau européen. Le nombre d'organismes de placement collectif a dépassé les 2.800 unités cette année.

La loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) continue à susciter un vif intérêt auprès des acteurs financiers. Le nombre des SICAR inscrites sur la liste officielle devrait dépasser les 170 unités cette année, par rapport à 115 de 2006.

En tout état de cause, c'est dans une ambiance sereine que votre banque a affronté l'exercice 2007 durant lequel elle a poursuivi le renforcement de ses activités qui sont aujourd'hui en majorité celles propres à la place de Luxembourg : avec un métier de banque dépositaire bien consolidé, une salle des marchés performante dans tous les domaines, un « Private Banking » en constant développement soutenu par une équipe d'ingénierie financière internationale.

L'année passée a également été marquée par d'importants travaux en vue de l'introduction de nouvelles réglementations européennes : MiFID, les normes comptables IFRS et le dispositif Bâle II.

En exécution des normes MiFID⁽¹⁾ luxembourgeoises, qui définissent le rôle et les responsabilités du Conseil d'Administration dans la matière, notre banque a élaboré les politiques et les procédures internes visant à identifier, minimiser et gérer les risques liés aux activités, aux services, aux processus et aux systèmes internes et de déterminer le niveau de risque toléré. Par ailleurs, elle a mis en place des fonctions de contrôle indépendant pour garantir la surveillance appropriée et proportionnée à la nature des nos activités financières.

Par ailleurs, la banque a achevé les travaux IFRS (International Financial Reporting Standards), visant à garantir fiabilité, transparence et lisibilité des comptes et à faciliter l'évaluation globale des entreprises. La banque établit désormais ses reportings prudentiels consolidés et non consolidés en IFRS.

Dans le respect des exigences du dispositif Bâle II et suivant les lignes directives émanant de la Maison Mère, la banque a adopté (CdA du 14 décembre 2007) la méthodologie Traditional Standardized Approach (TSA) pour l'exercice 2008 pour le calcul des conditions requises relatives au risque opérationnel ainsi que les critères pour le reclassement du Mapping de la Marge d'Intermédiation pour les lignes d'activités.

Par ailleurs, l'adoption de la méthodologie Advanced Measurement Approach (AMA) est prévue à partir de 2009.

En 2007 la banque, forte des bonnes performances dans toutes les lignes d'activités, a réalisé un bénéfice net de € 65,6 millions, soit une croissance de € 16,4 millions par rapport au budget (+33,3 %) et de € 2,1 millions (+3,3 %) par rapport à l'exercice 2006.

En particulier, le résultat de gestion de l'exercice 2007 est supérieur de plus de 39,3 % aux prévisions budgétaires (€ 56,5 millions) et atteint € 78,8 millions contre € 73,1 millions de l'année précédente. La marge d'intérêt qui s'élève à € 29,6 millions est en forte progression (93,9 %) par rapport à celle de 2006. La hausse sensible de la marge d'intérêt de € 14,3 millions par rapport à l'exercice 2006 et de € 10,6 millions par rapport au budget (€ 19 millions) est due à une conjoncture favorable du marché monétaire durant le second semestre 2007 en raison de l'élargissement des spread de taux et du moindre coût des couvertures du risque des taux.

Les commissions nettes ont atteint € 62,3 millions, elles ont baissé par rapport à l'année passée de € 9,7 millions en raison du transfert de l'activité de stock lending et de la réduction du prix appliqué à l'activité d'exécution; les frais généraux s'élèvent à € 18,3 millions, en baisse de 11,6 % par rapport au budget (€ 20,7 millions), et de 7,7 % par rapport à l'exercice précédent, ce en raison des mesures de limitation des dépenses de fonctionnement et de la stabilité de l'effectif moyen. Le résultat net de l'exercice 2007 tient compte d'une dotation à la provision forfaitaire d'un montant de € 10 millions.

Au 31 décembre 2007, l'actif total de la banque s'élève à € 10,5 milliards, en hausse de € 3,4 milliards (+47,5 %) par rapport à l'exercice 2006 (€ 7,1 milliards).

Le poste « Créances sur les Etablissements de Crédit », s'élevant à € 6,3 milliards, reste toujours fortement lié à la gestion des liquidités des fonds Sanpaolo International Fund et Giotto Lux Fund et dans une moindre mesure à notre clientèle Private et Institutionnelle.

Le poste « Caisse et Avoirs auprès des Banques Centrales » de € 95 millions correspond à la réserve obligatoire déposée auprès de la Banque Centrale du Luxembourg.

(1) – Loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers transposant luxembourgeois en implémentation de la directive 2004/39/CE et du Conseil du 21 avril 2004 (la loi MiFID);
– Règlement grand-ducal du 13 juillet 2007 relatif aux exigences organisationnelles et aux règles de conduite dans le secteur financier transposant la directive 2006/73/CE de la Commission du 10 mai 2006;
– Circulaire CSSF 07/307 concernant les règles de conduite relatives au secteur financier.

L'exercice s'est clôturé sur un total d'avoirs administrés pour compte de tiers de € 51,6 milliards, en ligne avec ceux enregistrés en 2006, mais en léger fléchissement de l'ordre de 3,7 % comparé au budget 2007. De l'analyse par département il résulte que € 43,1 milliards proviennent de la Banque Dépositaire, € 6,1 milliards du Customer Services et € 2,4 milliards du Custody.

Quant au poste « Créances sur la clientèle », il ne se compose en fait que d'opérations totalement garanties et il s'élève à € 255 millions avec une hausse de 37,6 % par rapport à l'exercice précédent.

La rubrique valeurs mobilières est composée principalement de « Valeurs Mobilières à revenu fixe » dont le montant a diminué par rapport à la dernière clôture à € 3,1 milliards.

Un changement est intervenu dans le portefeuille de « Participations » suite à l'acceptation, de la part de la banque, de l'offre publique d'échange (OPE) de la Bourse de Londres (London Stock Exchange « LSE »); en contrepartie de 70.000 actions représentative de 0,4 % du capital de la Borsa Italiana S.p.A. en date du 1^{er} octobre 2007 la banque a obtenu 343.000 nouvelles actions LSE.

La valeur comptable des participations a donc augmenté, et est passée de € 17,1 millions à € 23 millions.

Au passif du bilan, le poste « Dettes envers les Etablissements de Crédit » a progressé de 46 % par rapport à l'exercice 2006 et s'élève à € 2,3 milliards.

Le ratio de solvabilité, grâce aux dotations au patrimoine, s'est maintenu bien au-dessus du niveau réglementaire de 8 % et s'élève à la date de clôture à 22 %.

La consolidation des activités s'est faite dans le cadre d'un environnement de risques maîtrisés.

Pendant l'exercice écoulé, la Banque a poursuivi ainsi la consolidation de son métier de banque dépositaire, ce qui implique toujours des volumes de transactions soutenus à traiter par la salle des marchés pour le compte des fonds. Alors que les activités de Private et Corporate Banking ont marqué également un bon pas en avant, le nouveau département de « Custodian » a été renforcé et fonctionne maintenant à un bon régime.

En conclusion, le solde bénéficiaire disponible, qui coïncide avec le bénéfice de cet exercice, s'élève à € 65.602.580, la réserve légale ayant atteint 10 % du capital social, soit le montant maximal prévu par la loi, que nous vous proposons de répartir de la manière suivante :

Réserve libre	EUR	51.402.580
Réserve indisponible liée à l'IF	EUR	14.200.000
Total	EUR	65.602.580

Si vous approuvez cette proposition, les fonds propres se présenteront comme suit :

Capital social libéré	EUR	140.000.000
Réserve légale	EUR	14.000.000
Autres Réserves	EUR	305.234.354
Bénéfice reporté	EUR	11.327
Total	EUR	459.245.681

A notre connaissance, depuis la fin de l'année, aucun événement important pouvant affecter les comptes annuels de la Banque au 31 décembre 2007 ne s'est produit.

Au 31 décembre 2007 et au cours de l'exercice sous revue, la banque n'a pas procédé au rachat de ses actions propres.

Enfin, nous tenons à vous rappeler que depuis janvier 2008, un processus de réorganisation des activités de la banque a été mis en place suivant le plan de notre Maison Mère Intesa Sanpaolo SpA visant à réorganiser et à développer les activités au Luxembourg.

En 2007, la banque a connu un taux de rotation important de son personnel, cependant le nombre des effectifs au 31 décembre 2007 s'est stabilisé à 124 employés, restant au même niveau qu'en 2006.

Nous voulons profiter de l'occasion pour remercier l'ensemble du personnel pour tout le dévouement et le professionnalisme dont il témoigne dans l'accomplissement de sa tâche.

En ce qui concerne le Conseil d'Administration, nous désirons vous exprimer nos remerciements pour la confiance que vous nous avez témoignée au cours de l'exercice écoulé.

Luxembourg, le 7 mars 2008

Rapport du Réviseur d'entreprises

Au Conseil d'Administration de
Sanpaolo Bank S.A.
Société Anonyme
Luxembourg

Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par le Conseil d'Administration du 9 mars 2007, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Sanpaolo Bank S.A. comprenant le bilan au 31 décembre 2007 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration dans l'établissement et la présentation des comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg. Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation sincère de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du Réviseur d'Entreprises

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique ainsi que de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'Entreprises, de même que l'évaluation du risque que les comptes annuels contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le Réviseur d'Entreprises prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

À notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Sanpaolo Bank S.A. au 31 décembre 2007, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

ERNST & YOUNG
Société Anonyme
Réviseur d'Entreprises

Sylvie TESTA

Le 7 mars 2008

Bilan au 31 décembre 2007

(exprimé en EUR)

A C T I F	2007	2006
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux (Notes 3, 4)	94.503.948	43.391.752
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale (Notes 3, 6, 7, 26)		
Effets publics et valeurs assimilées	24.861.388	99.958.487
Autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale	554.078.364	323.999.454
	578.939.752	423.957.941
Créances sur les établissements de crédit (Notes 3, 5, 26)		
À vue	296.167.386	158.244.974
Autres créances	5.958.807.999	2.398.141.950
	6.254.975.385	2.556.386.924
Créances sur la clientèle (Notes 3, 5, 25, 26)	255.422.010	185.597.810
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe (Notes 3, 6, 7, 26)		
D'autres émetteurs	3.059.102.783	3.606.217.571
	3.059.102.783	3.606.217.571
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable (Notes 3, 8)	95.907	9.500.000
Parts dans des entreprises liées (Notes 3, 6, 9, 26)	22.967.507	17.077.390
Actifs incorporels (Note 6)	1.839.637	1.995.914
Actifs corporels (Note 6)	5.008.947	5.322.957
Autres actifs (Notes 10, 26)	33.609.904	10.972.653
Comptes de régularisation (Notes 11, 26)	186.984.770	251.800.775
TOTAL DE L'ACTIF (NOTE 19)	10.493.450.550	7.112.221.687

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Bilan au 31 décembre 2007 (suite)

(exprimé en EUR)

PASSIF	2007	2006
Dettes envers des établissements de crédit (Notes 3, 7, 26)		
À vue	286.333.743	456.583.704
À terme ou à préavis (Note 12)	1.988.946.258	1.103.959.855
	<u>2.275.280.001</u>	<u>1.560.543.559</u>
Dettes envers la clientèle (Notes 3, 26)		
Autres dettes		
À vue	641.884.015	603.571.000
À terme ou à préavis (Note 12)	3.820.072.593	1.160.957.547
	<u>4.461.956.608</u>	<u>1.764.528.547</u>
Dettes représentées par un titre (Notes 3, 13)		
Autres	3.133.720.000	3.157.220.767
	<u>3.133.720.000</u>	<u>3.157.220.767</u>
Autres passifs (Notes 10, 26)	35.391.302	92.775.123
Comptes de régularisation (Notes 11, 26)	99.770.033	90.951.435
Provisions		
Provisions pour impôts (Note 15)	7.153.939	5.353.939
Autres provisions (Notes 16, 18, 23)	20.932.986	47.205.216
	<u>28.086.925</u>	<u>52.559.155</u>
Capital souscrit (Note 17)	140.000.000	140.000.000
Réserves (Note 17)	253.631.774	190.166.774
Résultats reportés (Note 17)	11.327	9.060
Résultat de l'exercice (Note 17)	65.602.580	63.467.267
TOTAL DU PASSIF (NOTE 19)	<u>10.493.450.550</u>	<u>7.112.221.687</u>

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Hors-bilan au 31 décembre 2007

(exprimé en EUR)

	2007	2006
Passifs éventuels (Notes 3, 20, 26)	101.586.518	75.728.192
<i>Dont :</i>		
<i>Cautionnements et actifs donnés en garantie</i>	<i>101.586.518</i>	<i>75.728.192</i>
Engagements (Notes 3, 20, 26)	428.096.672	5.948.368
Opérations fiduciaires (Note 20)	10.227.500	24.898.455

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2007

(exprimé en EUR)

	2007	2006
Intérêts et produits assimilés (Notes 7, 26, 27)	534.533.519	404.805.965
<i>Dont :</i>		
<i>Sur valeurs mobilières à revenu fixe</i>	99.442.909	82.387.677
Intérêts et charges assimilées (Notes 7, 26)	(504.972.950)	(389.578.887)
Revenus de valeurs mobilières		
– Revenus d'actions, de parts et autres valeurs mobilières à revenu variable	4.334	121.133
– Revenus de parts dans des entreprises liées (Note 26)	199.822	1.232
	204.156	122.365
Commissions perçues (Note 26)	82.184.189	100.534.565
Commissions versées (Note 26)	(19.846.001)	(28.515.257)
Résultat provenant d'opérations financières (Note 26)	6.056.495	5.375.111
Autres produits d'exploitation (Notes 9, 23, 26)	8.444.838	2.677.696
Frais généraux administratifs		
Frais de personnel (Notes 24, 25, 26)	(12.482.658)	(12.532.218)
<i>Dont :</i>		
<i>Salaires et traitements</i>	(9.568.027)	(9.457.947)
<i>Charges sociales</i>	(1.642.867)	(1.651.379)
<i>dont :</i>		
<i>Charges sociales couvrant les pensions</i>	(987.569)	(915.407)
Autres frais administratifs (Notes 26, 28)	(5.824.659)	(7.311.460)
	(18.307.317)	(19.843.678)
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels (Note 6)	(2.582.446)	(2.495.079)
Autres charges d'exploitation (Notes 23, 26)	(763.812)	(1.425.832)
Corrections de valeur sur créances et sur provisions pour passifs éventuels et pour engagements (Note 16)	(10.683.000)	–
Reprises de corrections de valeur sur créances et sur provisions pour passifs éventuels et pour engagements	–	233.000
Corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (Notes 6, 26)	(629.299)	(239.416)
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (Notes 6, 26)	444.112	684.925
Résultat provenant des activités ordinaires avant impôt	74.082.484	72.335.478
Produits exceptionnels	75.591	43.902
Charges exceptionnelles	(67.308)	(209.326)
Résultat exceptionnel	8 283	(165.424)
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires et exceptionnelles (Note 15)	(8.482.933)	(8.697.802)
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	(5.254)	(4.985)
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	65.602.580	63.467.267

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au 31 décembre 2007

NOTE 1 – GÉNÉRAL

Sanpaolo Bank S.A. (la « Banque ») a été constituée au Grand-Duché de Luxembourg le 10 juillet 1981 sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois, sous la dénomination de Sanpaolo-Lariano Bank S.A., modifiée en Sanpaolo Bank S.A. à partir du 28 mars 1995.

En date du 1^{er} septembre 2004, les Assemblées Générales Extraordinaires de la Banque et de la société de droit luxembourgeois dénommée IMI Bank (Lux) S.A. (la « Société Absorbée ») ont approuvé le projet de fusion daté du 29 juin 2004, intégrant les rapports des Conseils d'Administration prévoyant l'absorption de la Société Absorbée par la Banque. Le projet de fusion a été publié en date du 30 juillet 2004.

La Banque agit en tant que filiale directe d'Intesa Sanpaolo S.p.A., une société de droit italien contrôlée par un actionnariat privé. À ce titre, les comptes annuels de la Banque sont inclus dans les comptes consolidés établis par Intesa Sanpaolo S.p.A. (le « Groupe »), sis à Turin (I-10121), Piazza San Carlo 156. Les comptes consolidés peuvent être obtenus au siège social de cette société.

Conformément à l'article 80 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et aux comptes consolidés des établissements de crédit de droit luxembourgeois, la Banque est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion pour l'exercice clôturant au 31 décembre 2007.

Les principales activités de la Banque se situent dans les domaines de la clientèle privée, de la domiciliation de sociétés et dans la fonction de banque dépositaire. La Banque dispose du soutien du Groupe notamment en ce qui concerne l'accès aux marchés financiers.

NOTE 2 – PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de la Banque ont été établis conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur ainsi qu'aux méthodes comptables généralement admises dans le secteur bancaire au Grand-Duché de Luxembourg.

La classification de certains montants dans le bilan et dans certaines notes figurant en annexe au 31 décembre 2006 a été modifiée à des fins comparatives. En effet, les valeurs à recevoir et à payer à court terme ont été reclassées respectivement des « Comptes de régularisation actifs et passifs » vers les comptes « Autres actifs » et « Autres passifs ». Ces reclassements n'ont pas d'impact sur le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2006 et sur la situation nette d'ouverture.

Les principales méthodes comptables appliquées par la Banque sont les suivantes :

a) Conversion des comptes et transactions en devises étrangères

La Banque tient une comptabilité pluri-monnaire qui consiste à enregistrer chaque opération en devise dans une comptabilité distincte selon la devise dans laquelle elle est exprimée et qui s'articule autour de comptes de positions.

La Banque établit ses comptes annuels en euro (« EUR ») qui est la devise d'expression de son capital.

NOTE 2 – PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES (suite)

La conversion des postes en devises autres que la devise européenne euro répond aux critères suivants :

- Les éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères sont convertis en EUR aux cours de change au comptant en vigueur à la date du bilan.
- Les produits et charges exprimés en devises étrangères sont convertis en EUR aux cours de change en vigueur à la date de leur enregistrement dans le compte de profits et pertes.
- Les différences de change résultant de l'évaluation des postes en devises au comptant sont enregistrées dans le compte de profits et pertes à l'exception de celles provenant d'opérations de change au comptant couvertes par des contrats de change à terme.
- Les postes en devises à terme couverts au comptant sont considérés comme neutres par rapport aux fluctuations des cours de change des devises. La conversion de ces postes n'affecte pas le résultat de change.

Les principaux cours de change au comptant utilisés aux 31 décembre 2007 et 2006 par la Banque sont les suivants :

	2007	2006
1 EUR =	1,6547 CHF	1,6069 CHF
1 EUR =	164,9302 JPY	156,9300 JPY
1 EUR =	1,4721 USD	1,3170 USD

b) Créances et dettes

Les créances et dettes à vue comprennent les montants qui peuvent être retirés à tout moment sans préavis ou moyennant un préavis de 24 heures. Les créances et dettes à terme englobent les montants dont l'échéance résiduelle est supérieure à 24 heures.

Les créances sont inscrites à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition diminué des corrections de valeur éventuelles telles que définies à la Note 2 f). Les dettes sont inscrites au passif à leur valeur de remboursement.

Les primes de remboursement et primes d'émission sur dettes résultant de la différence entre le montant à l'émission et le montant de remboursement sont enregistrées respectivement dans les « Comptes de régularisation » à l'actif et au passif et sont amorties prorata temporis sur la durée des dettes.

c) Portefeuille-titres

Les effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale (ci-après désignés les « Effets »), les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe (ci-après désignées les « Obligations »), les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable (ci-après désignées les « Actions ») et les parts dans des entreprises liées sont évaluées différemment suivant leur appartenance à l'une des catégories telles que définies aux points 1), 2) et 3) ci-dessous.

L'enregistrement au bilan, à la date d'acquisition, des Obligations se fait à leur prix d'achat y compris les frais accessoires et hors intérêts courus non échus à cette date. Sans préjudice du traitement réservé aux titres émis sur une base escomptée (« obligations à coupon zéro »), les intérêts courus non échus depuis le dernier coupon payé ou depuis l'émission du titre sont repris au poste « Comptes de régularisation » jusqu'à l'échéance du coupon suivant.

NOTE 2 – PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES (suite)

L'enregistrement au bilan, à la date d'acquisition, des Actions et Parts dans des entreprises liées se fait à leur prix d'achat, y compris les frais accessoires. Les revenus des Actions sont comptabilisés au moment du détachement du dividende.

La Banque applique la méthode du coût unitaire moyen pondéré pour l'évaluation de son portefeuille-titres.

1. Portefeuille de négociation

Les titres sont répertoriés dans le portefeuille de négociation lorsqu'ils sont acquis avec une intention de revente dans un délai n'excédant pas six mois.

Ces titres font l'objet d'une évaluation sur la base de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché si celui-ci est inférieur à la date de bilan. Les plus-values non réalisées sont ignorées et les moins-values non réalisées donnent lieu à l'enregistrement de corrections de valeur.

2. Portefeuille de placement

Les titres répertoriés dans le portefeuille de placement sont des titres acquis avec l'intention de les détenir durant une période supérieure à six mois, à l'exception de ceux qui entrent dans la catégorie des immobilisations financières.

Les titres sont évalués au plus faible du prix d'acquisition et de la valeur probable de réalisation et, dans le cas de titres cotés, des cours de bourse en vigueur à la date de bilan. Les plus-values non réalisées sont ignorées et les moins-values non réalisées donnent lieu à l'enregistrement de corrections de valeur.

Les agios (différences positives entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement) sont amortis linéairement. Lorsque les valeurs mobilières à revenu fixe du portefeuille de placement sont liées à une couverture de taux d'intérêt, l'unité économique qui caractérise ces opérations est alors reflétée dans la comptabilisation des résultats. Afin d'exprimer un résultat économiquement correct, une prise en compte échelonnée des agios et disagios sur de tels titres est opérée.

3. Immobilisations financières

Les Obligations et les Effets sont répertoriés parmi les immobilisations financières à condition qu'ils soient destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Sont également considérées comme immobilisations financières les parts dans des entreprises liées, à l'exception des parts qui ne sont pas destinées à servir de façon durable l'activité de la Banque. Les parts dans des entreprises liées sont évaluées au prix d'acquisition. Des corrections de valeur sont constatées en cas de dépréciation durable.

Les Obligations ayant le caractère d'immobilisations financières sont évaluées au prix d'acquisition moyennant le respect de conditions telles que, entre autres, l'appartenance de l'émetteur ou du garant des obligations au secteur public des pays industrialisés. Dans le cas où ces conditions ne sont pas respectées, les Obligations sont évaluées suivant le principe applicable aux titres classés dans le portefeuille de placement. Les titres évalués au prix d'acquisition ne font l'objet de corrections de valeur qu'en cas de dépréciation durable.

Les Effets ayant le caractère d'immobilisations financières sont évalués au plus bas de la valeur de marché ou du coût d'acquisition.

Les différences positives (agios) et négatives (disagios) entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement sont enregistrées en compte de profits et pertes sur la durée de vie résiduelle des actifs concernés.

NOTE 2 – PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES (suite)**4. Titres mis en pension**

En vertu de la législation en vigueur au Luxembourg, les titres mis en pension sur base d'une convention de vente et de rachat fermes sont maintenus dans le portefeuille-titres.

d) Actifs immobilisés autres que les immobilisations financières

Les actifs immobilisés sont inscrits à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition. Les actifs immobilisés dont l'utilisation est limitée dans le temps font l'objet de corrections de valeur qui sont calculées par application de la méthode linéaire sur base de leur durée de vie estimée.

Les taux d'amortissement utilisés sont :

Actifs incorporels :	25 % – 33 %
Constructions :	2 % – 10 % – 25 %
Installations techniques :	25 %
Autres installations, mobilier et matériel de bureau :	25 %

En cas de dépréciation durable, les éléments de l'actif immobilisé autres que les immobilisations financières font l'objet de corrections de valeur à la date de clôture et ce afin de leur attribuer la valeur inférieure. Ces corrections de valeur sont reprises lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

e) Opérations sur instruments financiers à terme

Les engagements relatifs aux opérations portant sur les instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou liés à d'autres cours de marché sont inscrits dans les comptes de hors-bilan à la date de transaction pour la valeur nominale des contrats.

– Swaps de taux d'intérêt

Les instruments financiers à terme portant sur des échanges de taux d'intérêt, principalement des IRS (« Interest Rate Swaps »), traités de gré à gré et non affectés à des actifs ou passifs déterminés, sont évalués au prix de marché. Les moins-values non réalisées sont enregistrées en compte de profits et pertes alors que les plus-values latentes sont ignorées.

– Swaps de trésorerie

Les montants des devises engagées dans des opérations de swaps de trésorerie sont neutres par rapport à une fluctuation des cours de change.

Les reports et déports sont comptabilisés dans les Comptes de régularisation actifs et passifs en contrepartie du résultat d'intérêts.

Les montants comptabilisés correspondent aux prorata temporis des reports et déports totaux entre la date de départ des swaps et le 31 décembre. Les différences de change résultant de l'évaluation des opérations swaps sont neutralisées par inscription en Comptes de régularisation.

– Contrats de change à terme secs (outrights)

Seules les moins-values latentes sur outright sont comptabilisées en provisions; les plus-values latentes ne sont pas prises en compte.

NOTE 2 – PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES (suite)

La détermination des plus ou moins-values latentes se fait par application du taux de change à terme pour chaque devise concernée à l'ensemble des outrights de même échéance.

– Forward Rate Agreements

Les instruments financiers à terme portant sur des échanges de taux d'intérêt traités de gré à gré et non affectés à des actifs ou passifs déterminés sont évalués au prix de marché. Les moins-values non réalisées sont enregistrées en compte de profits et pertes alors que les plus-values latentes sont ignorées.

Les « Forward Rate Agreements » qui sont traités sur le marché de gré à gré et conclus dans le cadre de la couverture des positions de taux de la Banque ne font pas l'objet d'une évaluation au prix de marché, sauf s'ils couvrent des valeurs mobilières à revenu fixe du portefeuille des immobilisations financières évaluées au plus bas du coût d'acquisition et de la valeur de marché.

Aucune provision n'est constituée dans les cas où l'instrument financier couvre précisément un poste d'actif ou de passif et où l'unité économique est établie, ainsi que dans le cas où l'instrument financier est couvert par une opération en sens inverse de manière telle que la position est fermée. Dans ces cas précis, les gains et les pertes dégagés sur les opérations de couverture sont enregistrés dans le compte de profits et pertes parallèlement à ceux des opérations couvertes.

– Options

Pour les options traitées sur le marché de gré à gré et qui ne sont pas affectées à des actifs ou à des passifs déterminés, les primes payées ou perçues sont enregistrées au bilan jusqu'à l'exercice de l'option ou jusqu'à l'échéance. Les engagements sur options émises sont enregistrés dans le poste de hors-bilan.

Les options qui n'ont pas été contractées dans un but de couverture sont évaluées à leur valeur de marché. Les moins-values latentes sont comptabilisées en compte de profits et pertes alors que les plus-values latentes sont négligées.

Les options contractées dans un but de couverture ne sont pas évaluées.

Les contrats d'options, traités sur le marché organisé en couverture d'opérations de sens inverse sur options présentant des caractéristiques identiques, conclues également sur le marché organisé, sont traités comme suit : la position sur ces instruments étant fermée, le résultat dégagé sur les primes encaissées et payées est enregistré en compte de profits et pertes.

À la date d'établissement du bilan, pour les autres produits, une provision est constituée pour les moins-values non réalisées constatées lors de l'évaluation individuelle aux cours du marché des transactions non encore dénouées. Cette provision est enregistrée sous le poste du passif « Provisions – autres provisions ».

f) Corrections de valeur et provision forfaitaire

Les corrections de valeur englobent les provisions pour créances douteuses et pour dépréciation du portefeuille-titres ainsi que les amortissements sur actifs corporels et incorporels.

Pour un actif déterminé, les moins-values constatées ou estimées sont enregistrées en corrections de valeur directement en déduction de sa valeur nominale ou de son prix d'acquisition. L'actif considéré est dès lors inscrit au bilan en termes nets.

NOTE 2 – PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les autorités fiscales luxembourgeoises dans leur circulaire du 16 décembre 1997 ont défini l'assiette de la provision forfaitaire comme étant applicable à tous les actifs et à tous les engagements hors-bilan considérés à risque dans le cadre des règles prudentielles bancaires fixées pour l'adéquation des fonds propres. Le taux applicable est de 1,25 % sur base de la somme des éléments d'actifs et de hors-bilan à risques.

La provision forfaitaire ainsi constituée vient pour partie en déduction des postes de l'actif sur lesquels elle a été calculée pour la part de provision attribuable au risque de crédit affectant les éléments de bilan. Le solde attribuable au risque de crédit calculé sur les postes de hors-bilan, ainsi qu'aux risques de change et de marché, est conservé au passif du bilan sous le poste « Provisions – autres provisions ».

g) Provisions

Outre les provisions pour impôts, les provisions inscrites au passif du bilan englobent notamment les provisions relatives à des risques sur opérations de hors-bilan, la provision liée à l'Association pour la Garantie des Dépôts, Luxembourg (« A.G.D.L. ») (Note 18), ainsi que les provisions pour risques divers et litiges.

NOTE 3 – ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

3.1. Analyse des instruments financiers primaires

3.1.1. Information sur les instruments financiers primaires

Le tableau ci-dessous permet d'analyser la composition des instruments financiers primaires en les répartissant suivant leur valeur résiduelle. Ils sont présentés nets de corrections de valeur et de provision forfaitaire.

L'activité principale de la Banque étant celle de banque dépositaire, elle est structurellement prêteuse comme le montre le montant des dépôts de la clientèle dans le tableau ci-après.

Une partie de ces liquidités (environ 5,75 %) est utilisée pour financer les activités de crédits à la clientèle qui sont tous entièrement garantis. Les actifs acceptés en garantie sont limités à des actifs que la Banque considère de premier ordre afin de limiter le risque de crédit.

Parallèlement, la Banque a mis en place un service « Crédits » qui centralise l'ensemble des opérations, gère et évalue quotidiennement le risque de crédit.

L'autre partie des liquidités disponibles (94,25 %) ainsi qu'une grande partie des dettes interbancaires (71,62 %) sont placées dans des opérations de prêts interbancaires. La plus grande partie (environ 97,6 %) des opérations de prêts interbancaires sont conclues avec des sociétés du Groupe (Note 26).

Cette activité est encadrée par un système de limites de contreparties approuvées par le Conseil d'Administration. Les limites opérationnelles de chaque contrepartie bancaire sont intégrées au système informatique bancaire. Ces limites font l'objet d'une surveillance permanente de la part des opérateurs ainsi que d'un suivi quotidien de la part du Service Risk Management.

NOTE 3 – ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Détail des actifs et passifs financiers primaires ventilés par maturité résiduelle au 31 décembre 2007 (en EUR) :

Type	Sous-type	De à vue à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et dépôts	: banque	3.735.196.121	2.612.951.784	–	–	–	6.348.147.905
Prêts et dépôts	: non banque	90.262.765	89.087.124	77.377.215	–	–	256.727.104
Titres négociables	: banque	62.164.137	541.587.645	2.759.542.804	165.355.561	–	3.528.650.147
Titres négociables	: non banque	24.861.388	–	84.531.000	–	95.907	109.488.295
Autres actifs	: banque	–	–	–	–	12.126.791	12.126.791
Autres actifs	: non banque	26.334	–	–	–	10.840.716	10.867.050
Total des actifs financiers primaires		3.912.510.745	3.243.626.553	2.921.451.019	165.355.561	23.063.414	10.266.007.292
Dépôts	: banque	2.256.656.448	18.623.553	–	–	–	2.275.280.001
Dépôts	: non banque	4.116.371.806	344.941.888	642.914	–	–	4.461.956.608
Titres négociables	: banque	70.000.000	499.553.000	2.534.921.000	29.246.000	–	3.133.720.000
Total des passifs financiers primaires		6.443.028.254	863.118.441	2.535.563.914	29.246.000	–	9.870.956.609

Détail des actifs et passifs financiers primaires (autres que ceux conclus avec des banques) ventilés par secteur économique au 31 décembre 2007 (en EUR) :

Type	Sous-type	Établissements financiers	Autres personnes morales	Secteur public	Personnes physiques	Autres	Total
Prêts et dépôts	: non banque	143.083.816	91.041.749	1.305.094	21.296.445	–	256.727.104
Titres négociables	: non banque	84.626.905	2	24.861.388	–	–	109.488.295
Autres actifs	: non banque	6.487.333	4.353.383	–	–	26.334	10.867.050
Total des actifs financiers primaires		234.198.054	95.395.134	26.166.482	21.296.445	26.334	377.082.449
Dépôts	: non banque	4.278.231.298	–	–	183.725.310	–	4.461.956.608
Total des passifs financiers primaires		4.278.231.298	–	–	183.725.310	–	4.461.956.608

NOTE 3 – ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Détail des actifs et passifs financiers primaires ventilés par maturité résiduelle au 31 décembre 2006 (en EUR) :

Type	Sous-type	De à vue à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et dépôts	: banque	1.996.471.465	602.405.554	–	–	–	2.598.877.019
Prêts et dépôts	: non banque	37.061.565	43.076.783	106.357.350	–	–	186.495.698
Titres négociables	: banque	242.193.199	685.574.766	2.682.240.930	245.276.380	–	3.855.285.275
Titres négociables	: non banque	–	–	149.760.737	25.129.500	9.500.000	184.390.237
Autres actifs	: banque	–	–	–	–	12.723.903	12.723.903
Autres actifs	: non banque	3.769	–	–	–	4.353.487	4.357.256
Total des actifs financiers primaires		2.275.729.998	1.331.057.103	2.938.359.017	270.405.880	26.577.390	6.842.129.388
Dépôts	: banque	1.540.574.090	19.969.469	–	–	–	1.560.543.559
Dépôts	: non banque	1.473.575.650	273.435.096	17.517.801	–	–	1.764.528.547
Titres négociables	: banque	–	458.500.767	2.556.834.000	141.886.000	–	3.157.220.767
Total des passifs financiers primaires		3.014.149.740	751.905.332	2.574.351.801	141.886.000	–	6.482.292.873

Détail des actifs et passifs financiers primaires (autres que ceux conclus avec des banques) ventilés par secteur économique au 31 décembre 2006 (en EUR) :

Type	Sous-type	Établissements financiers	Autres personnes morales	Secteur public	Personnes physiques	Autres	Total
Prêts et dépôts	: non banque	84.017.457	86.613.847	897.888	14.966.506	–	186.495.698
Titres négociables	: non banque	84.431.750	–	99.958.487	–	–	184.390.237
Autres actifs	: non banque	104	4.353.383	–	–	3.769	4.357.256
Total des actifs financiers primaires		168.449.311	90.967.230	100.856.375	14.966.506	3.769	375.243.191
Dépôts	: non banque	1.578.037.189	–	–	186.491.358	–	1.764.528.547
Total des passifs financiers primaires		1.578.037.189	–	–	186.491.358	–	1.764.528.547

NOTE 3 – ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Le tableau qui suit présente le détail des actifs et passifs financiers primaires ventilés par zone géographique.

Comme expliqué précédemment, l'essentiel de l'activité de prêts interbancaires s'effectue avec des sociétés du Groupe. Comme le montre le tableau ci-dessous, on retrouve principalement une activité de dépôts interbancaires localisés en Italie. Il en va de même pour l'activité de prêts et dépôts non bancaires.

Détail des actifs et passifs financiers primaires ventilés par zone géographique au 31 décembre 2007 (en EUR) :

Type	Sous-type	Italie	Autres pays de l'Union Monétaire	Suisse	Grande-Bretagne	États-Unis d'Amérique	Autres	Total
Prêts et dépôts	: banque	6.112.557.589	136.837.847	72.961	15.653.349	3.725.275	79.300.884	6.348.147.905
Prêts et dépôts	: non banque	62.854.544	144.820.021	10.798.337	6.226.138	467	32.027.597	256.727.104
Titres négociables	: banque	469.544.723	3.059.105.424	-	-	-	-	3.528.650.147
Titres négociables	: non banque	24.861.388	84.626.905	-	2	-	-	109.488.295
Autres actifs	: banque	-	40.008	12.086.783	-	-	-	12.126.791
Autres actifs	: non banque	-	4.353.486	-	6.487.230	-	26.334	10.867.050
Total des actifs financiers primaires		6.669.818.244	3.429.783.691	22.958.081	28.366.719	3.725.742	111.354.815	10.266.007.292
Dépôts	: banque	1.755.647.098	210.196.562	275.918.615	512.149	14.386.423	18.619.154	2.275.280.001
Dépôts	: non banque	93.733.010	4.011.366.698	62.054.154	2.655.101	1.884.393	290.263.252	4.461.956.608
Titres négociables	: banque	-	3.133.720.000	-	-	-	-	3.133.720.000
Total des passifs financiers primaires		1.849.380.108	7.355.283.260	337.972.769	3.167.250	16.270.816	308.882.406	9.870.956.609

NOTE 3 – ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Détail des actifs et passifs financiers primaires ventilés par zone géographique au 31 décembre 2006 (en EUR) :

Type	Sous-type	Italie	Autres pays de l'Union Monétaire	Suisse	Grande-Bretagne	États-Unis d'Amérique	Autres	Total
Prêts et dépôts	: banque	2.302.544.948	138.169.295	2.138.955	7.648.548	6.624.600	141.750.673	2.598.877.019
Prêts et dépôts	: non banque	54.639.788	83.693.456	12.421.914	789.161	1.305.490	33.645.889	186.495.698
Titres négociables	: banque	368.979.073	3.486.306.202	–	–	–	–	3.855.285.275
Titres négociables	: non banque	99.958.487	84.431.750	–	–	–	–	184.390.237
Autres actifs	: banque	237.570	40.008	12.446.325	–	–	–	12.723.903
Autres actifs	: non banque	–	4.353.487	276	683	–	2.810	4.357.256
Total des actifs financiers primaires		2.826.359.866	3.796.994.198	27.007.470	8.438.392	7.930.090	175.399.372	6.842.129.388
Dépôts	: banque	1.230.465.683	105.875.360	167.779.282	–	–	56.423.234	1.560.543.559
Dépôts	: non banque	76.285.690	1.393.473.136	77.377.674	7.715.667	2.836.963	206.839.417	1.764.528.547
Titres négociables	: banque	–	3.157.220.767	–	–	–	–	3.157.220.767
Total des passifs financiers primaires		1.306.751.373	4.656.569.263	245.156.956	7.715.667	2.836.963	263.262.651	6.482.292.873

NOTE 3 – ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Détail des engagements et passifs éventuels au 31 décembre 2007

	2007	2006
Passifs éventuels	101.586.518	75.728.192
Engagements	428.096.672	5.948.368
TOTAL	529.683.190	81.676.560

Les engagements au 31 décembre 2007 sont principalement constitués d'opérations au comptant sur titres dont la date de renseignement au bilan est plus de deux jours après la date de transaction.

3.1.2. Information sur les instruments financiers dérivés

Au 31 décembre 2007, les instruments financiers dérivés se détaillent comme suit, sur base de leurs notionnels (en EUR) :

Instruments financiers dérivés actifs	De à vue à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans	Total notionnels
Opérations liées aux taux de change :					
* Opérations de change à terme	4.760.257.558	80.987.357	–	–	4.841.244.915
* Options de change	17.128.114	–	–	–	17.128.114
* Autres	537.024.579	–	–	–	537.024.579
Opérations liées aux taux d'intérêt :					
* Swaps	–	1.185.000.000	13.057.100	7.750.000	1.205.807.100
Total	5.314.410.251	1.265.987.357	13.057.100	7.750.000	6.601.204.708

Instruments financiers dérivés passifs	De à vue à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans	Total notionnels
Opérations liées aux taux de change :					
* Opérations de change à terme	260.315.087	32.169.960	–	–	292.485.047
* Options de change	115	–	–	–	115
* Futures	83.754	–	–	–	83.754
* Autres	54.472.385	–	–	–	54.472.385
Opérations liées aux taux d'intérêt :					
* Swaps	119.919.242	1.100.776.600	3.249.100	–	1.223.944.942
Opérations liées à d'autres cours de marché :					
* Futures	26.095	–	–	–	26.095
* Options sur valeurs mobilières	22.860.178	–	–	–	22.860.178
Total	457.676.856	1.132.946.560	3.249.100	–	1.593.872.516

Sont considérés comme actifs financiers et passifs financiers les contrats qui présentent une juste valeur positive respectivement une juste valeur négative au 31 décembre 2007.

Comme au 31 décembre 2006, tous les instruments financiers dérivés présentés ci-dessus sont non cotés, à l'exception des instruments réalisés sur marchés organisés.

NOTE 3 – ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2006, les instruments financiers dérivés se détaillaient comme suit, sur base de leurs notionnels (en EUR) :

Instruments financiers dérivés actifs	De à vue à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans	Total
Opérations liées aux taux de change :					
* Opérations de change à terme	3.532.963.240	272.612.961	–	–	3.805.576.201
* Autres	476.934.273	–	–	–	476.934.273
Opérations liées aux taux d'intérêt :					
* Swaps	830.829.955	598.399.067	872.300	18.111.000	1.448.212.322
Total	4.840.727.468	871.012.028	872.300	18.111.000	5.730.722.796

Instruments financiers dérivés passifs	De à vue à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans	Total
Opérations liées aux taux de change :					
* Opérations de change à terme	438.995.788	370.230	–	–	439.366.018
* Options de change	21.260	–	–	–	21.260
* Autres	82.925.871	–	–	–	82.925.871
Opérations liées aux taux d'intérêt :					
* Swaps	650.000.000	12.013.000	8.749.700	–	670.762.700
Opérations liées à d'autres cours de marché :					
* Futures	8.032	–	–	–	8.032
* Options sur valeurs mobilières	4.602.536	–	–	–	4.602.536
Total	1.176.553.487	12.383.230	8.749.700	–	1.197.686.417

Sont considérés comme actifs financiers et passifs financiers les contrats qui présentent une juste valeur positive respectivement une juste valeur négative au 31 décembre 2006.

NOTE 3 – ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Aux 31 décembre 2007 et 2006, les instruments financiers dérivés se détaillent comme suit sur base de leur juste valeur nette en EUR :

Catégorie	Notionnels	2007 Juste valeur positive	Juste valeur négative
Opérations liées aux taux de change :			
* Opérations de change à terme	5.725.226.926	8.849.885	10.824.435
* Options de change (!)	17.128.229	–	–
* Futures (!)	83.754	–	–
Opérations liées aux taux d'intérêt :			
* Swaps	2.429.752.042	3.148.566	9.696.787
Opérations liées à d'autres cours du marché :			
* Futures (!)	26.095	–	–
* Options sur valeurs mobilières (!)	22.860.178	–	–
TOTAL	8.195.077.224	11.998.451	20.521.222

Catégorie	Notionnels	2006 Juste valeur positive	Juste valeur négative
Opérations liées aux taux de change :			
* Opérations de change à terme	4.804.802.363	791.902	–
* Options de change (!)	21.260	–	–
Opérations liées aux taux d'intérêt :			
* Swaps	2.118.975.022	7.416.404	64.965.047
Opérations liées à d'autres cours du marché :			
* Futures (!)	8.032	–	–
* Options sur valeurs mobilières (!)	4.602.536	–	–
TOTAL	6.928.409.213	8.208.306	64.965.047

(!) La Banque n'a pas de position ouverte sur ce type d'instruments, elle ne calcule en conséquence pas de juste valeur.

Les opérations liées aux taux d'intérêt viennent en couverture du portefeuille-titres, des opérations de trésorerie et des opérations financières (Dettes représentées par un titre) se rapportant au produit Low Coupon Bonds de la Banque.

NOTE 3 – ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)**3.2. Risque de crédit, de livraison et de contrepartie**

Les tableaux ci-dessous reprennent le risque de crédit, de livraison et de contrepartie associé aux instruments financiers dérivés de la Banque aux 31 décembre 2007 et 2006, conclus de gré-à-gré, sur base de la méthode de l'évaluation au prix du marché.

Au 31 décembre 2007, le risque de crédit relatif aux instruments dérivés hors marché boursier est détaillé comme suit (en EUR) :

Degré de solvabilité des contreparties	Montants notionnels	Montants des instruments financiers dérivés pondérés	Garanties	Expositions nettes au risque de crédit
Contreparties bancaires				
Zone A – pondérées à 20 %	4.625.716.385	5.371.029	–	5.371.029
Clients privés – pondérés à 50 %	2.536.630.221	13.044.395	–	13.044.395
Total	7.162.346.606	18.415.424	–	18.415.424

Au 31 décembre 2006, le risque de crédit relatif aux instruments dérivés hors marché boursier est détaillé comme suit (en EUR) :

Degré de solvabilité des contreparties	Montants notionnels	Montants des instruments financiers dérivés pondérés	Garanties	Expositions nettes au risque de crédit
Contreparties bancaires				
Zone A – pondérées à 20 %	3.842.359.734	6.105.683	–	6.105.683
Clients privés – pondérés à 50 %	1.975.656.202	10.619.671	–	10.619.671
Total	5.818.015.936	16.725.354	–	16.725.354

NOTE 3 – ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)**3.2. Risque de crédit, de livraison et de contrepartie**

Détail des instruments financiers dérivés actifs ventilés par secteur économique au 31 décembre 2007
(en EUR) :

Instruments financiers dérivés actifs	Établissements financiers (*)	Personnes physiques	Banques	Total
Opérations liées aux taux de change :				
* Opérations de change à terme	2.575.895.764	9.145.572	2.256.203.579	4.841.244.915
* Options de change	–	5.098.501	12.029.613	17.128.114
* Autres	7.822.618	–	529.201.961	537.024.579
Opérations liées aux taux d'intérêt :				
* Swaps	–	–	1.205.807.100	1.205.807.100
Total	2.583.718.382	14.244.073	4.003.242.253	6.601.204.708

(*) incluant les fonds d'investissement.

Détail des instruments financiers dérivés passifs ventilés par secteur économique au 31 décembre 2007
(en EUR) :

Instruments financiers dérivés passifs	Établissements financiers (*)	Personnes physiques	Banques	Total
Opérations liées aux taux de change :				
* Opérations de change à terme	13.936.249	5.076.092	273.472.706	292.485.047
* Options de change	–	–	115	115
* Futures	–	–	83.754	83.754
* Autres	163.968	–	54.308.417	54.472.385
Opérations liées aux taux d'intérêt :				
* Swaps	–	–	1.223.944.942	1.223.944.942
Opérations liées à d'autres cours du marché :				
* Futures	–	–	26.095	26.095
* Options sur valeurs mobilières	–	–	22.860.178	22.860.178
Total	14.100.217	5.076.092	1.574.696.207	1.593.872.516

(*) incluant les fonds d'investissement.

NOTE 3 – ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Détail des instruments financiers dérivés actifs ventilés par secteur économique au 31 décembre 2006
(en EUR):

Instruments financiers dérivés actifs	Établissements financiers (*)	Personnes physiques	Banques	Total
Opérations liées aux taux de change:				
* Opérations de change à terme	2.062.405.766	1.599.666	1.741.570.769	3.805.576.201
* Autres	8.268.027	260.095	468.406.151	476.934.273
Opérations liées aux taux d'intérêt:				
* Swaps	–	–	1.448.212.322	1.448.212.322
Total	2.070.673.793	1.859.761	3.658.189.242	5.730.722.796

(*) incluant les fonds d'investissement.

Détail des instruments financiers dérivés passifs ventilés par secteur économique au 31 décembre 2006
(en EUR):

Instruments financiers dérivés passifs	Établissements financiers (*)	Personnes physiques	Banques	Total
Opérations liées aux taux de change:				
* Opérations de change à terme	5.647.950	451.499	433.266.569	439.366.018
* Autres	–	–	82.925.871	82.925.871
* Options	–	–	21.260	21.260
Opérations liées aux taux d'intérêt:				
* Swaps	–	–	670.762.700	670.762.700
Opérations liées à d'autres cours du marché:				
* Futures	–	–	8.032	8.032
* Options sur valeurs mobilières	–	–	4.602.536	4.602.536
Total	5.647.950	451.499	1.191.586.968	1.197.686.417

(*) incluant les fonds d'investissement.

NOTE 3 – ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Détail des instruments financiers dérivés actifs ventilés par région géographique au 31 décembre 2007 (en EUR) :

Instruments financiers dérivés actifs	Italie	Autres pays de l'Union Monétaire	Suisse	Grande-Bretagne	États-Unis d'Amérique	Autres	Total
Opérations liées aux taux de change :							
* Opérations de change à terme	1.140.059.837	1.798.861.015	363.022.060	1.204.419.206	10.707.360	324.175.437	4.841.244.915
* Options de change	8.528.837	-	5.910.327	2.688.950	-	-	17.128.114
* Autres	19.444	60.152.998	259.629	418.861.716	5.285.000	52.445.792	537.024.579
Opérations liées aux taux d'intérêt :							
* Swaps	20.807.100	430.000.000	-	755.000.000	-	-	1.205.807.100
Total	1.169.415.218	2.289.014.013	369.192.016	2.380.969.872	15.992.360	376.621.229	6.601.204.708

Détail des instruments financiers dérivés passifs ventilés par région géographique au 31 décembre 2007 (en EUR) :

Instruments financiers dérivés passifs	Italie	Autres pays de l'Union Monétaire	Suisse	Grande-Bretagne	États-Unis d'Amérique	Autres	Total
Opérations liées aux taux de change :							
* Opérations de change à terme	6.309.263	32.262.707	2.934.830	216.201.547	702.502	34.074.198	292.485.047
* Options de change	-	115	-	-	-	-	115
* Futures	-	83.754	-	-	-	-	83.754
* Autres	-	814.514	-	53.657.871	-	-	54.472.385
Opérations liées aux taux d'intérêt :							
* Swaps	6.962.400	616.982.542	-	600.000.000	-	-	1.223.944.942
Opérations liées à d'autres cours du marché :							
* Futures	-	26.095	-	-	-	-	26.095
* Options sur valeurs mobilières	-	22.860.178	-	-	-	-	22.860.178
Total	13.271.663	673.029.905	2.934.830	869.859.418	702.502	34.074.198	1.593.872.516

NOTE 3 – ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Détail des instruments financiers dérivés actifs ventilés par région géographique au 31 décembre 2006 (en EUR) :

Instruments financiers dérivés actifs	Italie	Autres pays de l'Union Monétaire	Suisse	Grande-Bretagne	États-Unis d'Amérique	Autres	Total
Opérations liées aux taux de change :							
* Opérations de change à terme	565.727.010	1.766.537.149	35.589.614	1.327.345.714	99.970.084	10.406.630	3.805.576.201
* Autres	3.948.582	128.920.616	14.935.590	251.386.802	997.722	76.744.961	476.934.273
Opérations liées aux taux d'intérêt :							
* Swaps	410.407.872	586.830.024	-	438.229.890	12.744.536	-	1.448.212.322
Total	980.083.464	2.482.287.789	50.525.204	2.016.962.406	113.712.342	87.151.591	5.730.722.796

Détail des instruments financiers dérivés passifs ventilés par région géographique au 31 décembre 2006 (en EUR) :

Instruments financiers dérivés passifs	Italie	Autres pays de l'Union Monétaire	Suisse	Grande-Bretagne	Autres	Total
Opérations liées aux taux de change :						
* Opérations de change à terme	4.079.638	98.048.991	1.589.190	326.690.399	8.957.800	439.366.018
* Options de change	21.260	-	-	-	-	21.260
* Autres	10.013.491	13.239.461	-	21.707.068	37.965.851	82.925.871
Opérations liées aux taux d'intérêt :						
* Swaps	20.762.700	650.000.000	-	-	-	670.762.700
Opérations liées à d'autres cours du marché :						
* Futures	-	8.032	-	-	-	8.032
* Options sur valeurs mobilières	-	4.602.536	-	-	-	4.602.536
Total	34.877.089	765.899.020	1.589.190	348.397.467	46.923.651	1.197.686.417

NOTE 3 – ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

On notera que l'essentiel du risque de crédit, de livraison et contrepartie est déterminé sur des positions détenues par des tiers professionnels (banques) situés dans des pays de l'OCDE.

3.3. Risque de marché

3.3.1. Risque de taux d'intérêt

Les positions d'intérêt sont contrôlées par la Direction de la Banque et par le Service Risk Management. Le risque de taux est suivi quotidiennement selon la méthode dite « des impasses ». Cette méthode consiste en l'élaboration d'un tableau prévisionnel récapitulatif de l'ensemble des opérations (de l'actif et du passif) sous la forme d'un échéancier qui permet de faire apparaître des impasses, échéance par échéance.

Cette méthodologie est accompagnée d'une série de limites spécifiques fixées par le Conseil d'Administration, dont le respect est contrôlé chaque jour par la Direction de la Banque.

La politique de la Banque est de couvrir sur le marché les opérations qu'elle conclut avec les organismes de placement collectif.

3.3.2. Risque de change

La politique générale de la Banque est de ne pas prendre de positions en devises. Le Conseil d'Administration de la Banque a fixé des limites par devise qui doivent être observées. La position de change de la Banque fait l'objet d'une réconciliation quotidienne par le Service Risk Management. Tout dépassement de limites doit être autorisé par la Direction de la Banque qui juge la situation au cas par cas.

De la même manière que pour les opérations portant sur des taux d'intérêt, la politique de la Banque est de couvrir sur le marché des devises les contrats conclus avec les organismes de placement collectif.

NOTE 4 – CAISSE, AVOIRS AUPRÈS DES BANQUES CENTRALES ET DES OFFICES DE CHÈQUES POSTAUX

Conformément aux exigences de la Banque Centrale Européenne, la Banque Centrale du Luxembourg a mis en place, depuis le 1^{er} janvier 1999, un système de réserves obligatoires auquel sont soumis tous les établissements de crédit luxembourgeois. Au 31 décembre 2007, le montant de la réserve minimum maintenu par la Banque auprès de la Banque Centrale du Luxembourg s'élevait à EUR 93.444.742 (2006 : EUR 42.640.690).

Le montant de cette réserve renseigné au bilan est affecté par un prorata de provision forfaitaire de EUR 272.222 (2006 : EUR 153.790).

NOTE 5 – CRÉANCES

La structure par échéance des créances brutes sur les établissements de crédit, autres que celles à vue, et des créances sur la clientèle, se présente comme suit au 31 décembre 2007 (en EUR) :

	Créances sur les établissements de crédit (montants bruts)	
	2007	2006
À moins de trois mois	3.355.631.781	1.802.100.912
De trois mois à un an	2.620.586.034	604.540.622
TOTAL	5.976.217.815	2.406.641.534

Au 31 décembre 2007, un montant de EUR 17.409.816 (2006 : EUR 8.499.584) de provision forfaitaire vient en déduction des créances sur les établissements de crédit autres que celles à vue.

	Créances sur la clientèle (montants bruts)	
	2007	2006
À moins de trois mois	89.217.577	36.291.811
De trois mois à un an	89.347.440	43.229.396
D'un à cinq ans	77.603.350	106.734.134
TOTAL	256.168.367	186.255.341

Au 31 décembre 2007, un montant de EUR 746.357 (2006 : EUR 657.531) de provision forfaitaire vient en déduction des créances sur la clientèle.

NOTE 6 – MOUVEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

Durant l'année 2007, les postes de l'actif immobilisé ont évolué comme suit (en EUR) :

	Valeur brute au 01.01.07	Entrées	Sorties	Change	Valeur brute au 31.12.07	Corrections de valeur cumulées au 01.01.07	Dotations	Reprises / Utilisations	Corrections de valeur cumulées au 31.12.07	Valeur nette à la clôture de l'exercice
Obligations et Effets	186.055.460	4.725.500	(81.285.840)	-	109.495.120	(240.715)	(629.299)	204.401	(665.613)	108.829.507
Parts dans des entreprises liées	17.077.656	7.048.097	(237.571)	(920.409)	22.967.773	(266)	-	-	(266)	22.967.507
Sanpaolo Bank (Suisse) S.A.	12.446.325	-	-	(359.542)	12.086.783	-	-	-	-	12.086.783
Eurizon Capital S.A.	369	-	-	-	369	(266)	-	-	(266)	103
Sanpaolo IMI International S.A.	1	-	(1)	-	-	-	-	-	-	-
Sanpaolo IMI Bank International S.A.	8	-	-	-	8	-	-	-	-	8
IMI Bank A.G. (1)	40.000	-	-	-	40.000	-	-	-	-	40.000
Sanpaolo Real Estate S.A.	2.999.988	-	-	-	2.999.988	-	-	-	-	2.999.988
Borsa Italiana S.p.A. (1)	237.570	-	(237.570)	-	-	-	-	-	-	-
London Stock exchange G. Plc. (1)	-	7.048.097	-	(560.867)	6.487.230	-	-	-	-	6.487.230
Sanpaolo Immobilière S.A.	1.353.395	-	-	-	1.353.395	-	-	-	-	1.353.395
Actifs incorporels	17.137.759	1.220.010	-	-	18.357.769	(15.141.845)	(1.376.287)	-	(16.518.132)	1.839.637
Actifs corporels (2)	22.781.877	892.149	(1.522.753)	-	22.151.273	(17.458.920)	(1.206.159)	1.522.753	(17.142.326)	5.008.947
Terrains et constructions	8.766.668	255.229	(924.031)	-	8.097.866	(5.012.962)	(514.917)	924.031	(4.603.848)	3.494.018
Installations techniques et machines	12.075.961	454.888	(285.721)	-	12.245.128	(10.656.445)	(619.421)	285.721	(10.990.145)	1.254.983
Autres installations, outillage et mobilier	1.939.248	182.032	(313.001)	-	1.808.279	(1.789.513)	(71.821)	313.001	(1.548.333)	259.946

(1) La filiale IMI Bank A.G. est en liquidation. Une fusion avec échange de parts entre Borsa Italiana S.p.A et London Stock Exchange Group Plc est intervenue au cours de l'exercice (Note 9).

(2) Les terrains et les constructions sont utilisés par la Banque dans le cadre de son activité propre.

NOTE 7 – OBLIGATIONS ET EFFETS

Au 31 décembre 2007, les Obligations et les Effets sont majoritairement composées de titres cotés, à l'exception des émissions propres, et se répartissent comme suit (en EUR) :

	2007		2006	
	Valeurs nettes comptables	Juste valeur	Valeurs nettes comptables	Juste valeur
Obligations et Effets :				
– des émetteurs publics	24.861.388	24.970.000	99.958.487	100.097.147
– des émissions propres	3.032.755.471	3.085.050.863	2.945.882.455	3.031.870.277
– d'autres émetteurs	580.425.676	580.639.023	984.334.570	985.424.508
TOTAL	3.638.042.535	3.690.659.886	4.030.175.512	4.117.391.932

La répartition des Obligations et des Effets s'établit comme suit entre les différents portefeuilles de la Banque au 31 décembre 2007 (en EUR) :

	2007		2006	
	Valeurs nettes comptables	Juste valeur	Valeurs nettes comptables	Juste valeur
Immobilisations financières	108.829.507	109.164.500	185.814.745	186.013.670
Portefeuille de placement	3.529.213.028	3.581.495.386	3.844.360.767	3.931.378.262
TOTAL	3.638.042.535	3.690.659.886	4.030.175.512	4.117.391.932

Un tableau récapitulatif des mouvements du portefeuille des immobilisations financières est présenté en Note 6.

Aux 31 décembre 2007 et 2006, aucun montant relatif à la provision forfaitaire calculée sur les éléments d'actif ne vient en déduction du poste « Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe d'autres émetteurs » et du poste « Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale ».

Des Effets et Obligations viendront à échéance en 2008 pour un montant de EUR 628.613.170 (2007 : EUR 927.767.965).

Le montant total des agios amortis sur le portefeuille des immobilisations financières au cours de l'exercice 2007 s'élève à EUR 54.873 (2006 : EUR 38.496) et celui du disagio s'élève à EUR 261.005 (2006 : EUR 75.800).

Le montant total des agios amortis sur le portefeuille de placement au cours de l'exercice 2007 s'élève à EUR 4.731 (2006 : EUR 20.037), celui du disagio s'élève à EUR 1.904.097 (2006 : EUR 6.396.497). Parmi les valeurs mobilières à revenu fixe du portefeuille de placement figurent des titres couverts par un instrument de taux d'intérêt.

Au 31 décembre 2007, la Banque a effectué des opérations de mise en pension de titres principalement avec une entité du Groupe Intesa Sanpaolo S.p.A. pour un montant de EUR 1.706.359.934 (2006 : EUR 775.889.000).

NOTE 8 – ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIÈRES À REVENU VARIABLE

Ce poste comprend des actions, parts sociales, parts de fonds communs de placement et les autres valeurs à revenus variables ne faisant pas partie des immobilisations financières. Aux 31 décembre 2007 et 2006, les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable sont toutes admises à une cote officielle.

NOTE 9 – PARTS DANS DES ENTREPRISES LIÉES

Aux 31 décembre 2007 et 2006, les parts dans des entreprises liées sont essentiellement composées de titres non cotés.

La Note 6 détaille les mouvements de l'exercice des parts dans des entreprises liées. Les corrections de valeur appliquées au poste « Parts dans des entreprises liées » s'élèvent à EUR 266 (2006 : EUR 266).

Les parts dans des entreprises liées au 31 décembre 2007, nettes des corrections de valeurs, se composent comme suit (en EUR) :

Parts dans des entreprises liées	% détenu	Valeur nette au 31.12.07	Quote-part dans les capitaux propres (1)
Sanpaolo Bank (Suisse) S.A.*, Lugano – Suisse	100 %	12.086.783	20.661.213
Sanpaolo Immobilière S.A.**, Luxembourg	99,99 %	1.353.395	302.596
Eurizon Capital S.A., Luxembourg	0,001 %	103	219 (2)
London Stock Exchange Group Plc	0,05 %	6.487.230	9.256.112
IMI Bank A.G.* (en liquidation), Francfort – Allemagne	100 %	40.000	40.000
Sanpaolo IMI Bank International S.A.*, Madeire – Portugal	0,01 %	8	18.700
Sanpaolo Real Estate S.A., Luxembourg	99,99 %	2.999.988	3.208.863
TOTAL		22.967.507	33.487.703

(1) Sur base des situations non auditées au 31 décembre 2007.

(2) Sur base de la valeur de cotation des titres au 31 décembre 2007.

* Établissements de crédit

** Aucune correction de valeur n'a été actée sur cette entité dans la mesure où les immeubles détenus par Sanpaolo Immobilière S.A. sont maintenus au coût d'acquisition, conformément aux principes comptables luxembourgeois, qui est inférieur à la valeur de marché estimée.

Au cours de l'année 2007, la Banque a cédé sa participation Sanpaolo IMI International SA réalisant en résultat de EUR 719. La Banque a accepté l'échange de ses actions Borsa Italiana S.A. contre des actions de la société London Stock Exchange Group Plc suite à l'émission par cette dernière d'une Offre Publique d'Échange. Cette opération d'échange a généré une plus-value de EUR 6.810.527 enregistrée dans le compte « Autres produits d'exploitation ».

NOTE 10 – AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

Les valeurs à recevoir à court terme et les valeurs à payer à court terme représentent respectivement 94,4 % (2006 : EUR 95,15 %) du poste « Autres actifs » et 89,2 % (2006 : EUR 97,51 %) du poste « Autres passifs ».

NOTE 11 – COMPTES DE RÉGULARISATION

Les prorata d'intérêts générés sur opérations « Interest Rate Swaps », sur portefeuille-titres, sur comptes courants, sur dépôts et crédits composent respectivement à hauteur de 93,69 % les comptes de régularisation actifs et 81,21 % les comptes de régularisation passifs.

Le solde des Comptes de régularisation actifs et passifs est essentiellement constitué par des produits à recevoir et charges à payer.

NOTE 12 – DETTES

La structure par échéance des dettes envers les établissements de crédit et envers la clientèle, autres que les dettes à vue, se présente comme suit (en EUR) :

	Dettes envers les établissements de crédit	
	2007	2006
À moins de trois mois	1.970.322.705	1.083.990.386
De trois mois à un an	18.623.553	19.969.469
TOTAL	1.988.946.258	1.103.959.855

	Dettes envers la clientèle	
	2007	2006
À moins de trois mois	3.474.487.791	870.004.650
De trois mois à un an	344.941.888	273.435.096
D'un à cinq ans	642.914	17.517.801
TOTAL	3.820.072.593	1.160.957.547

NOTE 13 – DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

Les dettes représentées par un titre sont constituées d'émissions lancées par la Banque dans le cadre de programmes « Euro Medium Term Notes » et « Sanpaolo Notes ». Comme indiqué à la Note 7, une partie significative de ces émissions est souscrite par la Banque.

Les dettes représentées par un titre ayant une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à un an se chiffrent à EUR 569.553.000 au 31 décembre 2007 (2006 : EUR 458.500.767).

NOTE 14 – ACTIFS DONNÉS EN GARANTIE

En 2007 et 2006, la Banque n'a donné aucun actif en garantie pour couvrir ses propres engagements ou engagements de tiers.

NOTE 15 – IMPÔTS

La Banque est passible de l'Impôt sur le Revenu des Collectivités, de l'Impôt Commercial Communal ainsi que de l'Impôt sur la Fortune et a été définitivement imposée jusqu'en 2003 en ce qui concerne l'Impôt sur le Revenu des Collectivités ainsi que l'Impôt Commercial Communal et jusqu'en 2004 en ce qui concerne l'Impôt sur la Fortune. Les provisions fiscales sont reprises, au bilan, dans la rubrique « Provisions pour impôts ».

Au 31 décembre 2007, la charge d'impôt de la Banque liée au résultat provenant des activités ordinaires et exceptionnelles s'élève à EUR 8.482.933 (2006 : EUR 8.697.802).

NOTE 16 – AUTRES PROVISIONS

Au 31 décembre 2007, les autres provisions sont principalement constituées de provisions pour litiges pour un montant de EUR 8.800.000 (2006 : EUR 8.800.000), d'une provision de EUR 5.000.000 (2006 : EUR 4.500.000) pour autres risques financiers en relation avec l'activité de banque dépositaire, d'une provision de EUR 3.230.000 (2006 : EUR 31.419.170) se rapportant aux primes à payer sur les instruments de couverture « Interest Rate Swaps » du produit Low

NOTE 16 – AUTRES PROVISIONS (suite)

Coupon Bonds (émissions lancées par la Banque). Durant l'exercice 2007, la Banque a utilisé une partie significative de la provision existante au 31 décembre 2006 suite à l'arrivée à échéance de certains Low Coupon Bonds.

La provision forfaitaire enregistrée au 31 décembre 2007 pour un montant de EUR 22.200.000 (2006: EUR 11.517.000) vient en déduction des actifs correspondants pour le risque de crédit à hauteur de EUR 19.942.014 (2006: EUR 10.803.372), le solde de EUR 2.257.986 (2006: EUR 713.628) calculé sur le risque de crédit affectant les éléments de hors-bilan reste inclus dans le poste de passif « Provision – autres provisions ».

Le poste englobe également la provision A.G.D.L. (Note 18).

NOTE 17 – CAPITAUX PROPRES

Aux 31 décembre 2007 et 2006, le capital souscrit est fixé à EUR 140.000.000, représenté par 1.685.586 actions sans désignation de valeur nominale.

Conformément aux dispositions légales, 5 % du bénéfice de l'exercice doivent être affectés à une réserve légale. Cette affectation cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint 10 % du capital souscrit et libéré. La distribution de la réserve légale n'est pas permise. Au 31 décembre 2007, la réserve légale est intégralement dotée.

En accord avec la législation fiscale en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002, la Banque a réduit sa charge d'impôt sur la fortune (« IF ») dans la limite de la charge d'impôt sur le revenu des collectivités de l'année (« IRC ») avant imputation des crédits d'impôts. Afin de se conformer à la législation, la Banque a décidé d'affecter à un poste de réserves indisponibles un montant correspondant à cinq fois le montant de l'IF réduit. La période d'indisponibilité de cette réserve est de cinq années à compter de l'année suivant celle de l'imputation de l'IF.

Les mouvements de l'exercice dans les comptes de fonds propres se résument comme suit (en EUR):

	Capital souscrit	Réserve légale	Autres réserves	Résultats reportés	Résultat de l'exercice
Soldes au 1 ^{er} janvier 2007	140.000.000	14.000.000	176.166.774	9.060	63.467.267
Affectation du bénéfice 2006	–	–	63.465.000	2.267	(63.467.267)
Bénéfice de l'exercice 2007	–	–	–	–	65.602.580
SOLDES AU 31 DÉCEMBRE 2007	140.000.000	14.000.000	239.631.774 *	11.327	65.602.580

* dont réserves indisponibles « impôt sur la fortune » pour un montant de EUR 43.300.000.

NOTE 18 – ASSOCIATION POUR LA GARANTIE DES DÉPÔTS

La Banque est membre de l'Association pour la Garantie des Dépôts, Luxembourg A.S.B.L. (« A.G.D.L. »).

L'objet exclusif de l'AGDL est l'établissement d'un système de garantie mutuelle des dépôts en argent et des créances résultant d'opérations d'investissement effectuées par des personnes physiques auprès de membres de l'AGDL, sans distinction de nationalité ou de résidence, par des sociétés relevant du droit luxembourgeois ou du droit d'un autre État membre de l'Union Européenne, d'une dimension telle qu'elles sont autorisées à établir un bilan abrégé conformément à la loi, ainsi que par des sociétés de dimension comparable relevant du droit d'un autre État membre de l'Union Européenne.

NOTE 18 – ASSOCIATION POUR LA GARANTIE DES DÉPÔTS (suite)

L'AGDL rembourse au déposant le montant de ses dépôts en argent garantis et à l'investisseur le montant de sa créance garantie avec un maximum fixé à la contre-valeur en toutes monnaies de EUR 20.000 par dépôt en argent garanti et de EUR 20.000 par créance garantie résultant d'opérations d'investissement autre que celle portant sur un dépôt en argent.

Au 31 décembre 2007, la Banque a dans ses comptes une provision liée à l'A.G.D.L. pour un montant de EUR 1.045.000 (2006: EUR 910.000).

NOTE 19 – ACTIFS ET PASSIFS LIBELLÉS EN DEVICES

Au 31 décembre, les actifs et passifs libellés en devises autres que l'euro, hors affectation de la provision forfaitaire, se répartissent comme suit :

	2007	2006
Actifs libellés en devises	199.365.696	250.994.499
Passifs libellés en devises	728.337.414	482.550.314

NOTE 20 – PASSIFS ÉVENTUELS, ENGAGEMENTS ET OPÉRATIONS FIDUCIAIRES**Passifs éventuels :**

Aux 31 décembre 2007 et 2006, les passifs éventuels sont entièrement constitués de garanties et autres substituts directs de crédit, accordés dans le cadre de l'activité de clientèle privée de la Banque.

Engagements :

Les opérations sur valeurs mobilières au comptant, effectuées avant le 31 décembre 2007 et dont la date de livraison est ultérieure au 31 décembre 2007, sont enregistrées en hors-bilan (EUR: 416.559.821 au 31 décembre 2007 contre EUR 5.019.280 au 31 décembre 2006).

La partie non utilisée des lignes de crédit irrévocables accordées par la Banque à sa clientèle est également reprise dans ce poste.

Opérations fiduciaires :

Aux 31 décembre 2007 et 2006, toutes les opérations fiduciaires sont régies par la loi du 27 juillet 2003 sur le Trust et le Contrat Fiduciaire.

NOTE 21 – AUTRES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

La Banque est contractuellement engagée envers des fournisseurs pour une période de deux ans au-delà du 31 décembre 2007 envers des tiers pour un montant total de EUR 3.129.160 (2006: EUR 3.562.013).

NOTE 22 – SERVICES DE GESTION ET DE REPRÉSENTATION

La Banque fournit à des tiers des services de gestion et de représentation dans les domaines suivants :

- gestion de patrimoine ;
- conseil en investissements ;
- conservation et administration de valeurs mobilières ;

NOTE 22 – SERVICES DE GESTION ET DE REPRÉSENTATION (suite)

- location de coffres;
- représentation fiduciaire;
- domiciliation et administration de sociétés de participations financières.

NOTE 23 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

Au 31 décembre 2007, les autres produits d'exploitation se composent principalement de la plus-value réalisée sur la participation Borsa Italiana S.p.A. pour un montant de EUR 6.810.527. Les autres charges d'exploitation sont, quant à elles, principalement constituées d'une dotation à la provision pour risque financier pour un montant de EUR 500.000.

Au 31 décembre 2006, les autres produits d'exploitation étaient principalement composés d'une reprise de provision pour impôts suivant décompte final pour un montant de EUR 2.016.844. Les autres charges d'exploitation étaient, quant à elles, principalement constituées d'une charge d'impôts sur exercices antérieurs pour un montant de EUR 439.102, d'une dotation aux provisions pour litiges pour un montant de EUR 207.072 et d'une dotation à la provision pour risque financier pour un montant de EUR 500.000.

NOTE 24 – PERSONNEL**24.1. Personnel employé**

Sur l'exercice 2007, l'effectif moyen de la Banque (« équivalent temps plein ») a été de 128 personnes (2006: 124); l'effectif au 31 décembre 2007 se répartit comme suit :

Catégorie	Nombre	
	2007	2006
Direction	2	3
Cadres supérieurs	7	9
Employés	115	112
	124	124

24.2. Pension

Avec effet au 1^{er} janvier 2000, la Banque a instauré en faveur de l'ensemble de son personnel un régime complémentaire de pension à contributions définies contracté auprès d'une entreprise d'assurance-vie agréée au Grand-Duché de Luxembourg. Ce régime est instauré conformément à la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension.

La charge y relative pour l'exercice 2007 s'élève à EUR 416.326 (2006: EUR 379.725).

NOTE 25 – RÉMUNÉRATIONS, ENGAGEMENTS DE PENSION, CRÉDITS ET AVANCES ACCORDÉS AUX MEMBRES DES ORGANES DIRIGEANTS

Le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice se terminant le 31 décembre 2007 se répartit comme suit (en EUR) :

Catégorie	Montants	
	2007	2006
Organes d'Administration	107.700	107.250
Organes de Direction	1.037.300	916.026
	1.145.000	1.023.276

NOTE 25 – RÉMUNÉRATIONS, ENGAGEMENTS DE PENSION, CRÉDITS ET AVANCES ACCORDÉS AUX MEMBRES DES ORGANES DIRIGEANTS (suite)

La Banque n'a pas pris d'engagement de retraite ni donné de garantie en faveur des membres du Conseil d'Administration et de la Direction. La Banque a accordé des crédits à des membres du Conseil d'Administration et de la Direction pour un montant de EUR 66.360 (2006 : -).

NOTE 26 – PARTIES LIÉES

Au 31 décembre, les transactions réalisées avec des sociétés appartenant au Groupe, hors corrections de valeurs et hors affectation de la provision forfaitaire, se reflètent comme suit dans les postes de bilan, compte de profits et pertes et hors-bilan (en EUR) :

BILAN	2007	2006
ACTIF		
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale	197.017.970	60.895.090
Créances sur les établissements de crédit		
À vue	229.894.465	52.003.761
Autres créances	5.967.419.945	2.404.357.456
	6.197.314.410	2.456.361.217
Créances sur la clientèle	6.531.165	6.818.136
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	16.852.765	581.616.707
Parts dans des entreprises liées	22.967.773	17.077.656
Autres actifs	161.288	9.459
Comptes de régularisation	37.234.641	20.606.599
TOTAL	6.478.080.012	3.143.384.864
PASSIF		
Dettes envers des établissements de crédit		
À vue	19.517.854	404.795.948
À terme ou à préavis	1.732.336.226	912.391.557
	1.751.854.080	1.317.187.505
Dettes envers la clientèle		
Autres dettes	75.287.938	54.164.637
À vue	915.480.956	25.848.292
	990.768.894	80.012.929
Autres passifs	64.285	97.676
Comptes de régularisation	11.890.955	2.796.279
TOTAL	2.754.578.214	1.400.094.389

NOTE 26 – PARTIES LIÉES (suite)

HORS-BILAN	2007	2006
Passifs éventuels	3.415.000	2.475.000
Règlement d'opérations au comptant	16.001.721	–
Opérations liées aux taux de change :		
* Opérations de change à terme	333.475	–
* Options	10.059.504	1.552.343
Opérations liées aux taux d'intérêt :		
* Contrats d'échange d'intérêts (IRS)	27.769.500	393.205.500
Opérations liées à d'autres cours de marché :		
* Options sur valeurs mobilières à revenu variable	680.250	1.845.500
TOTAL	58.259.450	399.078.343

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

CHARGES	2007	2006
Intérêts et charges assimilées	78.583.004	33.030.370
Commissions versées	599.127	620.184
Résultat provenant d'opérations financières	–	26.094
Frais généraux administratifs	999.541	1.614.242
Corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées	180.729	–
Autres charges d'exploitation	–	9.248
TOTAL	80.362.401	35.300.138

PRODUITS	2007	2006
Intérêts et produits assimilés	186.502.105	120.578.337
Revenus de valeurs mobilières	199.822	1.232
Commissions perçues	6.803.267	1.775.275
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées	30.217	672.509
Résultat provenant d'opérations financières	2.219.475	–
Autres produits d'exploitation	6.944.330	192.121
TOTAL	202.699.216	123.219.474

NOTE 27 – VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DES PRODUITS

La ventilation par marché géographique des intérêts et produits assimilés est omise en raison du fait que les activités de la Banque se sont déroulées principalement dans des pays de l'OCDE et qu'une répartition des revenus par pays ou par groupe de pays ne revêt pas une importance significative pour l'interprétation des résultats.

NOTE 28 – HONORAIRES DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES

Les honoraires du Réviseur d'Entreprises de la Banque pour l'année 2007 se présentent comme suit (en EUR) :

Catégorie	Montants	
	2007 Ernst & Young	2006 Pricewaterhouse Coopers
Contrôle légal des comptes annuels	195.020	361.200
Autres services d'assurance	–	344.000
Services fiscaux	–	207.415
Autres	–	5.480
	<hr/> 195.020	<hr/> 918.095

Management Report

Dear Shareholders,

in accordance with legal and statutory provisions, the Ordinary General Meeting is held at this time every year so that we can report to you on the management of your company.

In 2007, world growth remained robust in the first half-year, although turbulence in the financial markets, principally associated with subprime mortgages, those notorious real estate loans granted in the USA to households which proved to be insolvent, along with successive increases in the price of oil, cast a shadow over the outlook for the second half-year. Although the forecasts for 2007 were barely affected, benchmark forecasts for world growth in 2008 were revised downwards by almost $\frac{3}{4}$ point from the update of the outlook for the world economy in July 2007.

In such an economic climate, forecasts for world growth were 4.1 % for 2008, down from the 4.9 % for 2007. Those for developed countries (United States, Japan and the Euro Zone) were revised sharply downwards. Particularly in the United States, and principally in view of the subprime crisis, they were reduced from an annual rate of 2.2 % in 2007 to 1.5 % for 2008. Indeed, the year-on-year fourth quarter forecasts are a better indicator of the slowdown in growth. On that basis, the growth rate is forecast to be 0.8 % for 2008, against 2.6 % in 2007. Euro Zone growth has been revised down to 1.3 % in the fourth quarter, also year-on-year, against 2.3 % in 2007.

Emerging economies, such as China, India and Russia, became a source of relative stability in the global economy.

In these emerging and developing countries, growth is also likely to fall, from an annual 7.8 % in 2007 to 6.9 % for 2008. In China, it is likely to fall from 11.4 % to 10 % and thus ease fears of over-heating.

In the immediate future, public authorities must work to re-establish more stable conditions on the financial markets and to preserve expansion. Other factors weighing on outlook are the risk of inflationary pressures, the volatility of the oil markets and the effect of massive currency inflows to emerging countries. In addition, longer-term problems such as population ageing, increasing resistance to globalisation and global warming are all sources of concern. In the medium term, recession is the most significant risk.

In the Euro Zone, growth remained strong last year, exceeding that of the United States for the first time since 2001, but it slowed considerably in the final quarter, a warning sign of difficulties to be expected in 2008.

Gross domestic product (GDP) grew 2.7 % last year, a slight slowdown after 2.8 % in 2006, according to an initial estimate published by the European Office of Statistics, Eurostat.

This performance comes as a welcome surprise, since principal international organisations predicted that growth would be slightly lower, at 2.6 %. Nevertheless, activity slowed sharply in the fourth quarter of 2007.

Growth was sustained by good performances in the Netherlands (+1.2 %), and the solid resistance of Spain (+0.8 %), but the slowdown was pronounced in Germany and France, the two largest economies in the Euro Zone.

Translation from the original French.

The abrupt slowdown at the end of 2007 heralded the beginning of a more delicate period for the Euro Zone, affected by the slowdown of the US economy, the global financial crisis, the strong Euro and increasingly costly oil prices.

All these factors will affect growth in 2008. For its part, the ECB reiterated its concerns about the economy in the Euro Zone, paving the way for a possible cut to intervention rates, should it prove necessary.

Whilst since July 2007 the subprime crisis has caused serious difficulties among several US lending banks and whilst major banking groups around the world have acknowledged very severe losses on risky mortgage loans, the situation in the banking sector in Luxembourg has remained stable.

In fact, as Luxembourg banks are involved very little in investment banking activity, earnings from the principal activities conducted locally, namely private banking and UCI activity, are not directly affected by subprime problems.

The number of banks included in the official list as at 31st December 2007 remained unchanged at 156. The balance sheet total for banks established in Luxembourg reached € 915 billion as at 31st December 2007, up 8.3 %, or € 76 billion on the € 840 billion as at 31st December 2006.

In terms of employment, the number of people employed in Luxembourg banks was 26,140 as at 31st December 2007, representing an increase of 5.6 % over one year.

With the benefit of rises on the principal stock markets, above all during the first half-year of 2007, as well as the regular inflow of new capital, the global net assets of undertakings for collective investment continued to grow, exceeding 2,000 billion euro. With net capital expenditure close to 200 billion euros over the year, the Luxembourg fund industry confirmed its leading role at a European level. The number of undertakings for collective investment exceeded 2,800 this year.

The Law of 15th June 2004 on risk capital investment companies (SICARs) continues to incite lively interest among financial operators. The number of SICARs entered onto the official list is rising and should exceed 170 this year, up from 115 in 2006.

It was in an equable climate that your bank faced the 2007 financial year, during which it continued to strengthen its activities, the current majority of which are specific to the Luxembourg market: a well-consolidated custodian banking business line, a successful trading room in all fields, and Private Banking activity in constant development, all supported by an international financial engineering team.

Last year was also marked by major undertakings prior to the introduction of new European regulations: MiFID, IFRS accounting standards and the Basle II framework.

Implementing Luxembourg MiFID⁽¹⁾ standards, defining the role and responsibilities of the Board of Directors, the bank established internal policies and procedures aimed at identifying, minimising and managing the risk associated with financial activities, services, processes and internal systems, determining the acceptable level of risk. Furthermore, it implemented independent control functions to guarantee the appropriate surveillance proportionate to the nature of the financial activities.

⁽¹⁾ – Law of 13th July 2007 relating to the markets in financial instruments transposing into Luxembourg Law the provisions of Directive 2004/39/CE of the Council dated 21st April 2004 (MiFID Law);
– Grand Ducal Regulation of 13th July 2007 relating to organisational requirements and rules of conduct in the financial sector transposing into Luxembourg Law the provisions of Directive 2006/73/CE of the Commission dated 10th May 2006;
– Circular CSSF 07/307 concerning rules of conduct for the financial sector.

In addition, the bank completed work on the IFRS (International Financial Reporting Standards), aimed at guaranteeing the reliability, transparency and legibility of accounts, facilitating the global assessment of companies. The bank now establishes its consolidated and non-consolidated prudential reports in accordance with the IFRS.

Observing the requirements of the Basle II framework and following the guidelines issued by the parent company, the bank (Board of Directors, 14th December 2007) adopted the Traditional Standardized Approach (TSA) methodology for the 2008 financial year. TSA defines the calculation of conditions to be fulfilled relative to operational risk and the criteria of reclassification for mapping of intermediation margins for different lines of activity.

The adoption of the Advanced Measurement Approach (AMA) methodology is planned from 2009.

In 2007, on the back of strong performances across all business lines, the bank achieved a net profit of € 65.6 million, an increase of € 16.4 million compared to budget (+33.3%) and € 2.1 million (+3.3%) compared to the 2006 financial year.

In particular, the management result for the 2007 financial year is 39.3% higher than budget forecasts (€ 56.5 million) and stands at € 78.8 million up from € 73.1 million the previous year. At € 29.6 million, the interest margin is up strongly (93.9%) on 2006. The considerable increase in interest margin, by € 14.3 million compared to the 2006 financial year and € 10.6 million compared to budget (€ 19 million), is due to a favourable money-market environment during the second half of 2007 with a widening of rate spreads and a lower cost of hedging rate risk.

Net commissions reached € 62.3 million, down € 9.7 million from the previous year due to the transfer of stock lending activity and a price reduction applied to execution activity. General costs were € 18.3 million, down 11.6% on budget (€ 20.7 million) and 7.7% on the previous financial year, due to measures to limit operating expenditure and the stability of the number of staff. The net result for the 2007 financial year takes into account an allocation for lump-sum provisions to the amount of € 10 million.

As at 31st December 2007, the bank's total assets were € 10.5 billion, up € 3.4 billion (+47.5%) on the 2006 financial year (€ 7.1 billion).

The item "Loans and advances to credit institutions", amounting to € 6.3 billion, is still closely associated with the management of the liquidities of the funds Sanpaolo International Fund and Giotto Lux Fund and, to a lesser extent, the Private and Institutional clientele.

The item "Cash and Assets with Central Banks", at € 95 million, corresponds to the mandatory reserve lodged with the Central Bank of Luxembourg.

The financial year closed with third-party assets under management totalling € 51.6 billion, in line with those recorded in 2006 but down by 3.7% compared to the 2007 budget. Through analysis by department it can be shown that € 43.1 billion derives from Custodian Banking, € 6.1 billion from Customer Services and € 2.4 billion from Custody.

The item "Loans and advances to customers" consists of fully guaranteed transactions and amounts to € 255 million, up 37.6% on the previous financial year.

The item "Securities" consists principally of "Fixed Income Securities": the amount stands at € 3.1 billion, slightly down on the previous close.

A change occurred in the "Holdings" portfolio following the acceptance by the bank of the public exchange offer (PEO) from the London Stock Exchange (LSE). In exchange for 70,000

Translation from the original French.

shares representing 0.4 % of the capital of Borsa Italiana S.p.A. on 1st October 2007, the bank received 343,000 new LSE shares.

The accounting value of the holdings thus increased from € 17.1 million to € 23 million.

Under balance sheet liabilities, the item "Amounts owed to credit institutions" rose 46 % compared to the 2006 financial year and stands at € 2.3 billion.

As a result of asset allocations, the solvency ratio was maintained well above the regulatory level of 8 % and at close was 22 %.

The consolidation of activities took place against a background of controlled risk.

During the past financial year, the Bank continued the consolidation of its custodian banking business line, maintaining significant transaction volumes processed by the trading room on behalf of funds. The Private and Corporate Banking activities also made significant progress. The new "Custody" department was strengthened and is operating smoothly.

In conclusion, the available credit balance, which matches the profit for the financial year, totals € 65,602,580, the legal reserve having reached 10 % of share capital, the maximum legal amount according to Law. We propose the following distribution:

Free reserve	EUR	51,402,580
Unavailable reserve linked to the wealth tax	EUR	14,200,000
Total	EUR	65,602,580

If you approve this proposal, own funds will be as follows:

Paid-up capital	EUR	140,000,000
Legal reserve	EUR	14,000,000
Other reserves	EUR	305,234,354
Profit carried forward	EUR	11,327
Total	EUR	459,245,681

To our knowledge, since the end of the year, no major event has occurred which might affect the bank's annual accounts as at 31st December 2007.

As at 31st December 2007 and during the financial year under review, the bank made no purchase of own company shares.

Finally, we should like to remind you that since January 2008 there is an ongoing process of reorganisation of the bank activities in accordance with the business plan of the parent company Intesa Sanpaolo SpA, with the aim of reorganising and developing activities in Luxembourg.

In 2007, the bank experienced a considerable turnover of personnel, but the overall number of staff remained stable at 124 as at 31st December 2007, as in 2006.

We should like to take this opportunity to thank all our members of staff for the commitment and professionalism that they have shown in performing their tasks.

The Board of Directors should like to thank you for the trust in us that you have shown during this past financial year.

Luxembourg, 7th March 2008

Translation from the original French.

Balance sheet as at 31st December 2007

(expressed in EUR)

A S S E T S	2007	2006
Cash, assets with central banks and post offices (Notes 3, 4)	94,503,948	43,391,752
Public and other securities eligible for refinancing with the central bank (Notes 3, 6, 7, 26)		
Public and similar securities	24,861,388	99,958,487
Other securities eligible for refinancing with the central bank	554,078,364	323,999,454
	<u>578,939,752</u>	<u>423,957,941</u>
Loans and advances to credit institutions (Notes 3, 5, 26)		
On demand	296,167,386	158,244,974
Other loans and advances	5,958,807,999	2,398,141,950
	<u>6,254,975,385</u>	<u>2,556,386,924</u>
Loans and advances to customers (Notes 3, 5, 25, 26)	255,422,010	185,597,810
Debt securities and other fixed-income securities (Notes 3, 6, 7, 26)		
From other issuers	3,059,102,783	3,606,217,571
	<u>3,059,102,783</u>	<u>3,606,217,571</u>
Equities and other variable income securities (Notes 3, 8)	95,907	9,500,000
Shares in affiliated undertakings (Notes 3, 6, 9, 26)	22,967,507	17,077,390
Intangible assets (Note 6)	1,839,637	1,995,914
Tangible assets (Note 6)	5,008,947	5,322,957
Other assets (Notes 10, 26)	33,609,904	10,972,653
Equalisation accounts (Notes 11, 26)	186,984,770	251,800,775
TOTAL ASSETS (Note 19)	<u><u>10,493,450,550</u></u>	<u><u>7,112,221,687</u></u>

Translation from the original French.

The accompanying notes form an integral part of the financial statements.

The notes have not been translated into English from the French, and can only be read in French, from pages 19 to 48.

Balance sheet as at 31st December 2007 (continued)

(expressed in EUR)

LIABILITIES	2007	2006
Amounts owed to credit institutions (Notes 3, 7, 26)		
On demand	286,333,743	456,583,704
At maturity or with notice (Note 12)	1,988,946,258	1,103,959,855
	<u>2,275,280,001</u>	<u>1,560,543,559</u>
Amounts owed to customers (Notes 3, 26)		
Other debts		
On demand	641,884,015	603,571,000
At maturity or with notice (Note 12)	3,820,072,593	1,160,957,547
	<u>4,461,956,608</u>	<u>1,764,528,547</u>
Debts represented by securities (Notes 3, 13)		
Other	3,133,720,000	3,157,220,767
	<u>3,133,720,000</u>	<u>3,157,220,767</u>
Other liabilities (Notes 10, 26)	35,391,302	92,775,123
Equalisation accounts (Notes 11, 26)	99,770,033	90,951,435
Provisions		
Provisions for taxation (Note 15)	7,153,939	5,353,939
Other provisions (Notes 16, 18, 23)	20,932,986	47,205,216
	<u>28,086,925</u>	<u>52,559,155</u>
Subscribed capital (Note 17)	140,000,000	140,000,000
Reserves (Note 17)	253,631,774	190,166,774
Result carried forward (Note 17)	11,327	9,060
Result for the financial year (Note 17)	65,602,580	63,467,267
TOTAL LIABILITIES (Note 19)	<u><u>10.493.450.550</u></u>	<u><u>7.112.221.687</u></u>

Translation from the original French.

The accompanying notes form an integral part of the financial statements.

The notes have not been translated into English from the French, and can only be read in French, from pages 19 to 48.

Off-Balance sheet as at 31st December 2007

(expressed in EUR)

	2007	2006
Contingent liabilities (Notes 3, 20, 26)	101,586,518	75,728,192
<i>Of which:</i>		
<i>guarantees and assets pledged as collateral</i>	<i>101,586,518</i>	<i>75,728.192</i>
Commitments (Notes 3, 20, 26)	428,096,672	5,948.368
Fiduciary operations (Note 20)	10,227,500	24,898.455

Translation from the original French.

The accompanying notes form an integral part of the financial statements.

The notes have not been translated into English from the French, and can only be read in French, from pages 19 to 48.

Profit and loss account for the financial year closing on 31st December 2007

(expressed in EUR)

	2007	2006
Interest and similar income (Notes 7, 26, 27)	534,533,519	404,805,965
<i>Of which:</i>		
<i>from fixed-income securities</i>	99,442,909	82,387,677
Interest and similar charges (Notes 7, 26)	(504,972,950)	(389,578,887)
Income from securities		
– Income from shares, units and other variable income securities	4,334	121,133
– Income from shares in affiliated undertakings (Note 26)	199,822	1,232
	204,156	122,365
Commissions received (Note 26)	82,184,189	100,534,565
Commissions paid (Note 26)	(19,846,001)	(28,515,257)
Result on financial operations (Note 26)	6,056,495	5,375,111
Other operating income (Notes 9, 23, 26)	8,444,838	2,677,696
General administrative costs		
Staff costs (Notes 24, 25, 26)	(12,482,658)	(12,532,218)
<i>Of which:</i>		
<i>Salaries and wages</i>	(9,586,027)	(9,457,947)
<i>Social security costs</i>	(1,642,867)	(1,651,379)
<i>Of which:</i>		
<i>Social charges covering pensions</i>	(987,569)	(915,407)
Other administrative costs (Notes 26, 28)	(5,824,659)	(7,311,460)
	(18,307,317)	(19,843,678)
Adjustments to intangible and tangible assets (Note 6)	(2,582,446)	(2,495,079)
Other operating charges (Notes 23, 26)	(763,812)	(1,425,832)
Adjustments to loans and advances and additions to provisions for contingent liabilities and commitments (Note 16)	(10,683,000)	–
Write-backs to adjustments to loans and advances and additions to provisions for contingent liabilities and commitments	–	233,000
Adjustments of securities held as financial fixed assets, participating interests and shares in affiliated undertakings (Notes 6, 26)	(629,299)	(239,416)
Write-backs to adjustments of securities held as financial fixed assets, participating interests and shares in affiliated undertakings (Notes 6, 26)	444,112	684,925
Result from ordinary activities before taxes	74,082,484	72,335,478
Extraordinary income	75,591	43,902
Extraordinary charges	(67,308)	(209,326)
Extraordinary result	8,283	(165,424)
Taxes on the result from ordinary and extraordinary activities (Note 15)	(8,482,933)	(8,697,802)
Other taxes not shown under the above items	(5,254)	(4,985)
Net for the financial year	65,602,580	63,467,267

Translation from the original French.

The accompanying notes form an integral part of the financial statements.

The notes have not been translated into English from the French, and can only be read in French, from pages 19 to 48.

Independent Auditor's Report

To the Board of Directors of
Sanpaolo Bank S.A.
Société Anonyme
Luxembourg

Report on the annual accounts

Following our appointment by the Board of Directors dated March 9, 2007, we have audited the accompanying annual accounts of Sanpaolo Bank S.A., which comprise the balance sheet as at December 31, 2007 and the profit and loss account for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory notes.

Board of Directors' responsibility for the annual accounts

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of these annual accounts in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation of the annual accounts. This responsibility includes: designing, implementing and maintaining internal control relevant to the preparation and fair presentation of annual accounts that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, selecting and applying appropriate accounting policies, and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Responsibility of the "Réviseur d'Entreprises"

Our responsibility is to express an opinion on these annual accounts based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing as adopted by the "Institut des Réviseurs d'Entreprises". Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the annual accounts are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the annual accounts. The procedures selected depend on the judgment of the "Réviseur d'Entreprises", including the assessment of the risks of material misstatement of the annual accounts, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the "Réviseur d'Entreprises" considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the annual accounts in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control.

An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by the Board of Directors, as well as evaluating the overall presentation of the annual accounts.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Translation from the original French.

Opinion

In our opinion, the annual accounts give a true and fair view of the financial position of Sanpaolo Bank S.A. as of December 31, 2007, and of the results of its operations for the year then ended in accordance with the Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation and presentation of the annual accounts.

Report on other legal and regulatory requirements

The management report, which is the responsibility of the Board of Directors, is consistent with the annual accounts.

ERNST & YOUNG
Société Anonyme
Réviseur d'Entreprises

Sylvie TESTA

March 7, 2008